

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 16 SEPTEMBRE
N° 256 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942

Lire p. 8 et 9

Vive la pensée
mao-tsé-toung,
marxisme-léninisme
de notre époque

Aujourd'hui :
La Grande Révolution
Culturelle Prolétarienne

Parmi les mesures Barre DOUBLEMENT DU PRIX DE LA VIGNETTE Sécurité Sociale DIMINUTION DU REMBOURSEMENT ET DE LA «QUALITÉ» DES SOINS

A mesure que la date de la publication du plan Barre se rapproche, les indiscrétions - par «informateurs» interposés - se font plus précises. Si, depuis longtemps, avant même que M. Barre les présente, on connaît l'orientation politique profondément anti-populaire, les modalités pratiques du plan intéressent les travailleurs. La série de mesures pour financer l'indemnité sécheresse qui vient d'être connue, prévoit des mesures qui tou-

cheront une grande partie des travailleurs : majoration du prix de l'essence, doublement de la vignette, et pour 77 une aggravation de la pression fiscale. Par contre, en ce qui concerne les capitalistes, les mesures sont particulièrement peu précises : on parle de contrôle de certains prix, mais sur une période très courte et sans évidemment parler des moyens du contrôle. C'est le doublement du prix de la vignette qui semble la mesure la plus neuve : si

elle est confirmée, cela voudra dire que le «meilleur économiste de France», en 1976, n'aura pu mieux trouver que la méthode Ramadier, il y a plus de vingt ans ! Par ailleurs, la même méthode d'attaque du pouvoir d'achat ouvrier sera appliquée pour résorber le «déficit» de la sécurité sociale : on apprend qu'un nouvel impôt sera instauré, mais surtout que le nombre de produits pharmaceutiques remboursés va être réduit.

Hausse des cotisations, réduction des dépenses hospitalières, renflement du système d'assurance, nouveau déplafonnement, toutes ces «solutions» au «déficit» de la Sécurité Sociale sont à l'étude à Matignon. Compte tenu de la vigilance des travailleurs et de la résistance des cadres soucieux de maintenir leurs privilèges, il y a peu de chances pour ce conseil des ministres soit autre chose que l'avant dernière étape dans la campagne de propagande du pouvoir, qui se donne le temps de prendre ses mesures.

suite p.2

Ouvriers et paysans unis
contre Sanders

Réintégration
immédiate de
Besnainou,
délégué CGT!

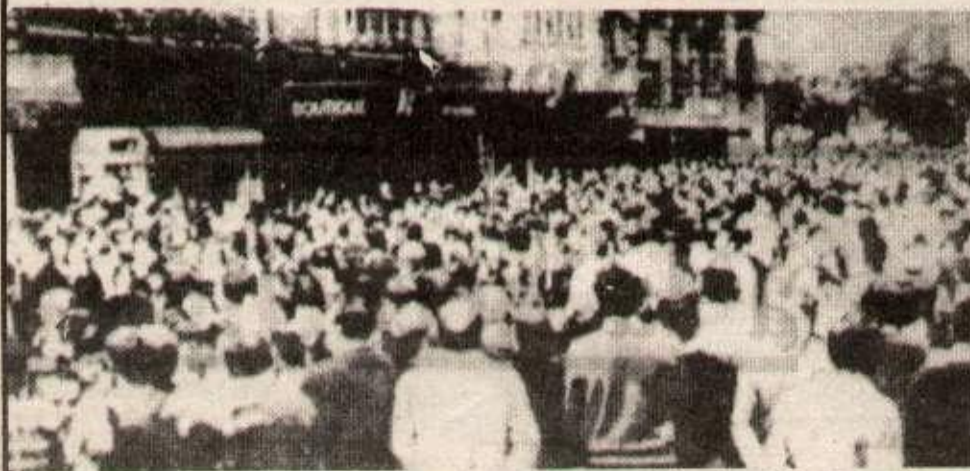
M. Besnainou, délégué CGT de l'usine Sanders de Juvisy (Essonne), vient d'être licencié. Motif officiel avancé par la direction : il compromet «l'image de marque» du trust en œuvrant au développement de l'unité des ouvriers et des paysans contre le trust qui les exploite ! Cette attaque brutale contre la section CGT intervient deux jours après que les ouvriers de Sanders aient

rencontré des éleveurs intégrés du Lot et Garonne. Des débrayages sont prévus à Juvisy. Une grande campagne de protestation vient d'être lancée. C'est forts des liens qui se sont tissés dans la lutte depuis deux ans qu'ouvriers et paysans unis contre Sanders riposteront à la répression anti-syndicale et exigeront la réintégration de M. Besnainou !

voir p.4

L'internement psychiatrique :
une menace contre
les libertés lire p.3

Espagne : «L'OUVERTURE» DU FASCISTE SUAREZ, LE PEUPLE N'Y CROIT PAS



Plus de cent mille manifestants dans la rue à Madrid
La grève générale continue au Pays Basque

voir p.6

Les ouvriers de Biscaye et Guipuzcoa (Pays Basque) ont refusé de reprendre le travail mardi à la suite de la violente répression policière : la police avait tiré au fusil-mitrailleur, quelques balles avaient blessé des manifestants.

A Madrid, plus de cent mille manifestants mobilisés par les associations de voisins refusent les hausses de prix.

Partout les manifestants, le peuple exigent l'amnistie et la liberté. Ainsi aujourd'hui, comme lors de sa venue au pouvoir, le gouvernement Suarez est confronté à la même volonté des peuples d'Espagne de détruire le régime fasciste.

PALESTINE OCCUPÉE

Des milliers de manifestants se sont regroupés devant le bureau du ministère de l'intérieur à Nazareth pour protester contre les projets du gouverneur. Celui-ci veut chasser les palestiniens de Galilée, en leur refusant tout travail, en refusant les allocations familiales, aux familles palestiniennes. De nombreux juifs s'étaient joints à cette manifestation anti sioniste qui se déroulait au milieu de la ville réservée aux sionistes.

La police a violemment réprimé la manifestation. De son côté, le conseil municipal de Nazareth a exigé la démission du gouverneur et a demandé aux autres municipalités de Galilée de se joindre à lui.

Des milliers de manifestants contre le gouverneur «israélien» de Nazareth

Hommage national
au camarade Mao Tsé Toung
à Paris
Samedi 18 septembre
15 H - Place Gambetta
RASSEMBLEMENT ET DÉFILÉ

POLITIQUE

SÉCURITÉ SOCIALE : MENACE DE DÉMANTELEMENT

SUITE DE LA PAGE 1

Le dossier que Beullac, ministre du travail a déposé sur la table du conseil des ministres n'est ni nouveau ni surprenant. Depuis plusieurs années, le déficit de la Sécurité Sociale, sa «boulimie financière», fait parler les politiciens de la bourgeoisie, qui jouent les docteurs miracles penchés sur le moribond qu'on voudrait sauver à tout prix. Dès 67, année qui marque un tournant dans le développement du chômage et de l'inflation, la bourgeoisie prend les devants. Ne pouvant continuer à répandre l'illusion que plus les travailleurs produiraient, plus il y en aurait pour eux, (illusion qui rentre en contradiction avec ses projets de restructuration de l'industriel), elle commence à fredonner un nouvel air : celui de la «surconsommation médicale» et du «déficit de la Sécurité Sociale». La presse titre «La Sécurité Sociale est malade» et en rend les travailleurs responsables.

LE PRÉTENDU ABSENTEISME

Déjà en 67, la prise de contrôle de la SS par le CNPF, la hausse des cotisations, la réduction du taux de remboursement des médicaments avaient été préparés par une intense campagne de propagande en tout point semblable à celle à laquelle on assiste aujourd'hui. Depuis, les arguments de la bourgeoisie se sont quelque peu fourbis. Les économistes du CREDOC, des commissions spéciales comme celle montée par Grégoire sur ordre de Chirac ont cherché à sonder le «déficit», toujours du même point de vue. Et depuis, on a assisté à un flot de mensonges éhontés, tordant les chiffres selon les besoins, dans le cadre d'une véritable campagne d'intoxication et de culpabilisation des travailleurs. On se souvient de la campagne contre l'absentéisme. Alors que, malgré des conditions de travail particulièrement éprouvantes, seulement un quart des travailleurs s'arrê-

tent chaque année pour maladie, alors qu'il n'y a pas de hausse sensible de ces arrêts, alors que le salaire au rendement et la répression empêchent de nombreux ouvriers de s'arrêter même lorsqu'ils sont malades, on a entendu les parasites crier «au parasite» ! Securex a été mis sur pied pour surveiller les malades jusque chez eux.

LA «HAUSSE» DE LA CONSOMMATION MÉDICALE

L'autre violon de la campagne réactionnaire, c'est la «hausse de la consommation médicale». Ceyrac déclarait : «Lorsque je vois un Français en bonne santé, je me dis qu'il y a des économies à faire !» Poniatowski puis Simone Veil brandissent des chiffres de dépenses médicales en augmentation : 34,5% de plus entre 74 et 75 pour l'hospitalisation. Ce qu'ils taisent au même moment, c'est que ce sont les cadres et les patrons qui se soignent le plus. Les cadres supérieurs consomment une fois et demi plus de médecine que les ouvriers. Lorsqu'ils consultent un médecin, c'est une fois sur deux un spécialiste, alors que pour les ouvriers cela n'arrive qu'une fois sur quatre et pour les ouvriers agricoles une fois sur six. Ce que fait la bourgeoisie, c'est que les maladies sont en hausse. En tête de la consommation pharmaceutique, les affections cardio-vasculaires, puis les maladies du tube digestif, maladies d'usure dues au rythme de vie et à l'alimentation

LES PROPOSITIONS DU VII^e PLAN : LA LIQUIDATION DE LA S.S.

C'est dans ce mépris de la santé des masses populaires que toute la réflexion de la Commission Santé du VII^e

Plan s'est faite. Les mesures préconisées sont la base sur laquelle le gouvernement va travailler. On peut citer entre autres ces suggestions particulièrement odieuses comme celle de faire cotiser les chômeurs, les retraités, d'augmenter de 66,60% la cotisation des travailleurs de plus de 65 ans, de supprimer la déductibilité de l'impôt des cotisations de sécurité sociale, de même que les allocations familia-

les ! La commission propose également un système d'assurance à trois étages : un minimum pour tous, un régime complémentaire obligatoire et un complément facultatif (que seuls les cadres pourraient se payer). Pour camoufler cette liquidation de la SS, la commission suggère de supprimer le ticket modérateur dans certains cas.

Ces menaces graves qui pèsent sur l'assurance sociale traduisent le souci du capital monopoliste aujourd'hui : pour maintenir son taux de profit, il est décidé à peser au maximum sur la part indirecte du salaire, de la même manière qu'il veut limiter les hausses de salaire direct. La bourgeoisie entend récupérer par avance ce qu'elle sera obligée de céder sous la pression des luttes sur les salaires directs par l'amenuisement du salaire indirect. Ce qui conduit le pouvoir à faire de la Sécurité Sociale un système d'assistance minimum et à dégrader de fait à la fois le pouvoir d'achat des travailleurs et leur couverture sociale.

Face à ces menées ultra réactionnaires, nous devons exiger le maintien des avantages acquis, et la gratuité totale de la médecine pour les travailleurs.

Pierre PUJOL

Rentrée scolaire 76

10 000 auxiliaires non repris

HABY PREPARE UNE NOUVELLE FORME D'AUXILIARIAT

Il y a deux ans, Haby annonçait à grand fracas sa volonté de faire disparaître le «douloureux problème» de l'auxiliarat dans l'enseignement, en titularisant les maîtres auxiliaires. En deux ans, les enseignants et les élèves ont pu s'apercevoir du véritable projet : licencier purement et simplement la plupart des maîtres auxiliaires, et institutionaliser l'auxiliarat, en en gardant les principales caractéristiques : enseignants sous-payés, enseignement bouche-trou, possibilité de pression sur le contenu de l'enseignement. C'est une partie intégrante des objectifs de la réforme Haby.

10 000 maîtres auxiliaires sans poste. Ce ne sont évidemment pas les chiffres du ministère. Ce chiffre a été donné par le SGEN CFTD, sur la base d'un pointage fait dans quinze académies, à la veille de la rentrée. Quelques chiffres : Dijon : 507 maîtres sans poste, Lille : 1500, Nancy : 950, Nantes : 450, Rennes : 450, Rouen : 650, Paris : 774, Créteil : 1040, Versailles : 1000. Au total, sur ces 15 académies, 8800 maîtres auxiliaires n'avaient pas de poste. Or il y a 27 académies, et il faut compter sur un nombre restreint de postes proposés durant les semaines qui vont suivre la rentrée. Le chiffre de 10 000 est donc une estimation minimale.

Pour décourager les enseignants auxiliaires, tous les moyens sont bons : ceux qui étaient sur des postes complets l'année dernière se retrouvent par exemple avec un demi poste (donc un

demi salaire), ou même deux quarts de poste, dans deux établissements de préférence pas trop près l'un de l'autre. Et de plus, étant sur un demi poste, l'enseignant en question ne sera pas sur les listes l'année suivante, pour ne pas avoir occupé un poste complet ! Et ne sera pas comptabilisé dans les statistiques.

UNE NOUVELLE FORME D'AUXILIARIAT

Du coup, l'auxiliarat a pris une nouvelle forme : certains maîtres auxiliaires ont été titularisés, comme enseignants en CET, ou comme adjoints d'enseignement. Bien peu, car les adjoints d'enseignement (ils ont le statut de fonctionnaire, mais peuvent être employés aussi bien à l'administration qu'à enseigner, et pas nécessairement dans la matière qu'ils connaissent) ont été certifiés (quali-

fication normale d'un enseignant) dans une très faible mesure : 3000 postes étaient prévus l'an dernier à cet effet. 2600 ont été mis en concours, sur lesquels les inspecteurs généraux se sont livrés à un véritable jeu de massacre, n'en admettant que 1500. Il va de soi que les critères n'avaient souvent pas grand chose à voir avec des critères «pédagogiques». La fonction d'adjoint d'enseignement devient donc la nouvelle forme d'auxiliarat, plus réduite et moins encombrante que les dizaines de milliers de maîtres auxiliaires dont les luttes commençaient à faire parler d'elles. D'autre part, l'éventualité d'intégration dans le corps des certifiés constitue un moyen de pression tout aussi efficace que celui de la titularisation pour les maîtres auxiliaires : un adjoint d'enseignement dont le comportement sera «mal jugé» ne sera jamais certifié, et sera confiné aux tâches administratives.

Rentabilisation de l'enseignement, liquidation de l'auxiliarat dans ses aspects les plus gênants pour la bourgeoisie, on ne peut dissocier ces aspects du projet général de la réforme Haby, et de l'encadrement accru des enseignants qu'il suppose. C'est dans ce cadre qu'il faut concevoir la lutte sur le problème de l'auxiliarat.

Intoxication dans les centres aérés SIMONE VEIL S'EN MOQUE

Quel cynisme ! A propos des enfants de Paris XI^e, victimes d'une intoxication alimentaire dans le centre aéré du bois de Vincennes, Simone Veil, ministre de la

santé, a osé dire : «Les toxi-infections alimentaires sont des phénomènes accidentels susceptibles d'apparaître en milieu familial ou dans n'importe quelle collec-

tivité d'adultes ou d'enfant.»

Comme si elle ne savait pas, que moyennant des règles d'hygiène strictes, il est parfaitement possible de les éviter ; comme si ce n'étaient pas les scandaleuses conditions d'hygiène des centres aérés de Paris qui sont en cause : pas de cuisine sur place, transport des aliments dans des camions non réfrigérés, les repas servis sous de simples tentes à même la terre battue...

Elle s'est également félicitée de ce que sur la centaine d'enfants intoxiqués, quatre seulement étaient encore hospitalisés... Que quatre enfants de familles populaires passent trois semaines à l'hôpital, victimes de la misère dans laquelle sont laissés ces centres de vacances, cela c'est un détail sans importance pour ce ministre de la Santé bourgeoise !

P.G.

HOMMAGE NATIONAL AU CAMARADE MAO TSE TOUNG



RASSEMBLEMENT ET DÉFILÉ

SAMEDI 18 SEPTEMBRE
PARIS - Place GAMBETTA
15 H

Métro Gambetta

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE ml

APPEL DU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste POUR UN HOMMAGE NATIONAL AU CAMARADE MAO TSE-TOUNG

Le Bureau Politique du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste appelle les travailleurs, les révolutionnaires, les marxistes-léninistes à rendre un dernier hommage au camarade Mao Tsé-Toung, au moment où dans toute la Chine, le peuple chinois célébrera les obsèques du grand dirigeant prolétarien.

Il incite vivement tous ceux qui seront en mesure de le faire, à se rassembler samedi à 15 H, place Gambetta à Paris, pour l'hommage national au camarade Mao Tsé-Toung qui sera suivi d'un défilé.

VIVE LE MARXISME-LÉNINISME !
VIVE LA PENSÉE MAOTSÉTOUNG !
UNISSONS-NOUS POUR LA RÉVOLUTION
SOCIALISTE !

Paris, le 15 septembre 1976

*Chômage, intensification du travail,
blocage du pouvoir d'achat...*

2 ANS DE CRISE, ÇA SUFFIT !

Septembre 1974, septembre 1976 : vingt-quatre mois de crise qui n'auront pas été aussi durs pour tout le monde. Pendant que les travailleurs faisaient face à un chômage qui a plus que doublé, à un pouvoir d'achat qui stagnait ou baissait, à des conditions de travail aggravées, les patrons qui se sont tant plaints auront trouvé quelque raison de faire contre mauvaise fortune bon cœur.

En un an, en 1975, les richesses produites à coût salarial égal ont augmenté de 6%. Ce qui signifie un taux d'exploitation accru d'au moins autant.

Pendant le premier semestre 1976, où selon les patrons la hausse trop rapide de notre pouvoir d'achat aurait provoqué l'inflation, la consommation populaire baissait d'environ 5% ; pendant cette même période, la production industrielle augmentait de 13%, alors que le nombre de travailleurs employés restait stagnant (chiffres INSEE).

Et c'est vrai depuis le printemps 1975 pour la plupart des branches industrielles : alors que la production recommence à augmenter, le chômage continue à battre ses records. Chaque mois, il y a entre 15 000 et 25 000 licenciements pour motif économique.

Ce que les statistiques bourgeoises appellent pudiquement «augmentation de la productivité», ce qui a permis la passagère «reprise» des patrons, les travailleurs l'ont payée de leur sueur, par l'accélération des cadences ; mais ils l'ont aussi payée de leur sang, par la mutilation et la mort.

LE PRIX DE LA «REPRISE»

Déjà, en 1974, dans le bâtiment, il y avait eu 837 accidents mortels et 34 000 handicapés à vie (chiffres CNAM). Dans la métallurgie, 317 morts et 30 000 mutilés... Au total, environ 4 000 ouvriers assassinés par le capital dans les mines, les usines, les chantiers. Combien y en aura-t-il dans le bâtiment en 1975, alors que la production est restée sensiblement la même pendant

que les effectifs employés diminuaient ? Combien en 1976, dans toute l'industrie, avec la «reprise» sans embauche ?

Dans bien des usines, nous avons vu les conditions de travail se détériorer, les cadences augmenter, à la suite du chômage partiel, du licenciement des jeunes parce qu'ils sont les derniers embauchés, des plus vieux parce qu'ils sont proches de la retraite, des immigrés parce qu'ils ne sont pas français... et chaque fois bien sûr, sans être remplacés. Le plan de crise Giscard Barre, c'est cela : blocage des salaires et augmentations des impôts et des cotisations sociales ; accélération des restructurations, des licenciements, et intensification du travail ; maintien du chômage et réduction des indemnités des chômeurs ; le plan de crise, ce sont, dès ces mois-ci, 500 000 jeunes qui commencent leur «vie active» dans les files des ANPE ; c'est vingt camarades assassinés chaque jour ouvrable dans les bagnes du capital ; et chaque jour trois cents paysans ruinés qui quittent la terre pour rejoindre dans

les banlieues la foule des chômeurs...

REFUSER LES IMPASSES, ENGAGER LA LUTTE

Dans ces conditions, comment faire confiance à ceux qui nous disent : la solution au chômage, c'est la retraite à soixante ans, qui libérera des emplois pour les jeunes ; c'est la relance de la consommation, qui permettra d'augmenter la production, et ainsi d'ouvrir l'embauche ; ceux qui en plus nous conseillent d'attendre 1978 pour voir les revendications satisfaites... et qui promettent aux petits et moyens patrons une augmentation de la productivité. Non, nous disons : dès maintenant, il faut imposer la réduction des cadences et l'ouverture de l'embauche, refuser tout licenciement ; il faut unifier toutes les luttes ouvrières contre les licenciements, contre le blocage des salaires, contre la répression. Il faut forger l'unité populaire pour faire échec au plan de crise Giscard-Barre.

Paul GAUVIN

CHIRAC EN CAMPAGNE ÉLECTORALE

Libéré de la «solidarité gouvernementale», Chirac monte en ligne pour défendre sa stratégie électorale face à la gauche, qui est contradictoire avec celle de Giscard ; c'est d'ailleurs un des principaux motifs de la «rupture».

Dans la «Lettre de la Nation», organe semi-confidentiel de l'UDR, il publie un «message aux compagnons» : il commence par dramatiser la situation, en présentant les législatives de 1978 comme une bataille décisive contre le dragon «marxiste» :



«A ces élections se décidera peut-être, pour des longues années, le sort de notre société ; ce qui est en cause, c'est la permanence de nos institutions, la sauvegarde de nos libertés et le fondement même de notre dignité». Puis il appelle à une unité sans faille des partis de la majorité contre l'union de la gauche : «Chaque Français doit savoir qu'il est vain d'espérer une division de nos adversaires. Les dirigeants socialo-communistes feront tout ce qui est en leur pouvoir pour gagner. Eh bien ! Nous aussi, avec toutes les forces dont nous disposons».

Là précisément se situe la divergence sur la tactique entre Giscard et Chirac. Giscard laisse entendre qu'il est prêt à gouverner avec la gauche, en tout ou en partie, Chirac est au contraire hostile à cette participation

de la gauche ou du seul PS au gouvernement. Il était donc partisan d'élections anticipées, pour prendre les devants, sans attendre l'érosion électorale de la majorité actuelle, et alors que l'opposition elle-même apparaît divisée. La campagne électorale aurait tenté de freiner la poussée socialiste, en insistant sur son caractère soi-disant «collectiviste», voire «marxiste», et sur sa complicité avec les «communistes».

En s'adressant directement aux «compagnons» de l'UDR et au-delà à «chaque Français», il prend ouvertement le contre-pied des «chabanistes», qui se mouillent à leur tour dans le gouvernement Giscard, et se pose en leader de l'UDR. Tout cela ne va pas faciliter la tâche de Guichard, qui a reçu la mission de préparer la majorité à la bataille :

L'INTERNEMENT PSYCHIATRIQUE : UNE MENACE CONTRE LES LIBERTÉS

Ce jeudi à 14 heures sera jugée par le Tribunal Administratif de Paris la plainte déposée par M. Paul Péguin contre le ministre de l'Intérieur. Cette affaire contribue à mettre au grand jour la menace permanente pour les libertés démocratiques que constitue la législation actuelle sur l'internement des aliénés.

Paul Péguin avait été placé d'office à l'hôpital psychiatrique de Sainte Anne par décision du préfet. Celui-ci avait agi à la suite de plaintes ou de témoignages de voisins. Tous ces témoins avaient perdu récemment des procès contre Péguin, ou étaient de la famille de gens ayant perdu un procès contre lui. Car Péguin était conseiller juridique et défendait les locataires ou les petits co-propriétaires. Un «fauteur de troubles»...

La façon dont il a pu, sur ces témoignages suspects et partisans, se retrouver à l'infirmerie spéciale du dépôt, puis interné en hôpital psychiatrique pendant quatre mois reflète l'arbitraire le plus total qui peut s'abattre aussi sur n'importe quel travailleur.

La législation actuellement en vigueur en France en la matière est pour le moins vétuste. Il s'agit d'une loi du 30 juin 1838. En dehors de sa nature de classe, qui est bien claire, on voit qu'elle n'a pas le mérite de l'innovation ! Elle prévoit deux modes d'internement : le place-

ment d'office et le placement volontaire.

LE PLACEMENT VOLONTAIRE

Contrairement à ce que son nom indique, le placement «volontaire» n'a rien de volontaire. Il intervient à la demande d'un parent du soi-disant malade. Ce parent doit fournir à l'appui de sa demande un certificat médical rédigé par un simple médecin et attestant qu'il est nécessaire de traiter le «malade» en hôpital psychiatrique. Le médecin de l'asile doit alors examiner à son tour le malade pour certifier que l'internement s'impose. Le préfet est alors averti et peut exercer un contrôle.

Le principe est que le malade reste interné jusqu'à ce que la famille demande sa sortie. Cependant, le préfet peut s'opposer à cette sortie, à la demande du médecin-chef de l'asile ou de sa propre volonté. Il transforme alors l'internement volontaire en internement d'office. Le Groupe Information Asiles a dénoncé la facilité avec laquelle le

préfet peut ainsi transformer un placement volontaire en placement d'office.

Ce système de placement volontaire a donné lieu à bien des scandales. Bien souvent, une famille n'hésitera pas à faire interner un fils trop remuant. Sans compter les captations d'héritages qui se pratiquent par ce moyen dans la grande bourgeoisie.

Nous verrons demain, un autre dispositif de la législation en vigueur permettant à l'état bourgeois d'interner tout «gèneur» : l'internement d'office. Nous verrons également quels sont les moyens de se défendre contre cette législation arbitraire, car la lutte est possible, c'est ce que montre l'action menée par Paul Péguin et le G.I.A.

Y. Beaumont

MANIFESTATION D'AUXILIAIRES AU RECTORAT DE CRÉTEIL

Une manifestation d'auxiliaires s'est déroulée hier devant le rectorat de Créteil pour exiger l'emploi des 600 auxiliaires qui n'ont pas de poste. Ils ont occupé la cour et fait un sit in. Finalement le recteur a reçu une délégation à l'issue de nombreuses discussions, les auxiliaires menaçant de forcer la porte. Les flics se sont déplacés mais ne sont pas intervenus.

en bref...

● **LE FOSSILE À LA RESCousse** : Barre n'a pas manqué à la tradition qui veut que lors de son entrée en fonction, le ministre des finances reçoive Pinay. Mais cette fois, cette réception a été entourée du maximum de publicité. Pinay, ancien ministre des finances, fit tomber l'inflation en imposant le blocage des salaires des ouvriers et des revenus des paysans. Mais l'eau a coulé sous les ponts depuis, et d'agiter ce fétiche ne suffira pas à Barre pour faire passer son programme d'austérité.

● **FOURCADE POUR LE PÉAGE URBAIN** : Fourcade a son nouveau poste de ministre de l'équipement n'a pas oublié qu'il était ministre des Finances. Il a déclaré mardi au cours d'une conférence de presse que «sans recours au péage urbain, il ne peut y avoir de financement d'un grand programme autoroutier». Obligé de déplacer le poste de péage sur l'autoroute A4 en raison de l'opposition résolue des habitants de Marne la Vallée, le gouvernement va-t-il instaurer ailleurs ce qu'il n'a pu faire sur l'A4. Le préfet de la région Ile de France a en effet confirmé qu'il y aurait un péage urbain sur l'autoroute A15.

INDISCRETIONS SUR LE PLAN BARRE

Le journal «Le Monde» publiait hier soir une série détaillée des mesures prévues par Barre dans son dispositif anti-inflation. Elles sont bien entendues autant d'atteintes au pouvoir d'achat des travailleurs. Ces mesures définitives seront publiées mercredi prochain à l'issue du conseil des ministres, mais des indiscretions calculées en lèvent partiellement le secret. Il est ainsi question pour 1976 :

- D'une majoration des impôts pour les contribuables payant plus de 5 000 F d'impôt allant de 5 à 15 %
- D'une majoration de l'impôt sur les bénéfices des sociétés de 5 %
- D'un doublement du prix de la vignette automobile.

- D'un relèvement, déjà prévu, du prix de l'essence pour «dissuader» les automobilistes de rouler et augmenter les recettes fiscales.

- D'une série de mesures visant à ce que les industriels bloquent pendant quelques temps leurs prix dans certaines limites.

D'autre part, pour 1977, on prévoit que le budget sera présenté en équilibre, ce qui n'augure en rien de sa réalisation effective. L'équilibre, en tous les cas, s'il est jamais atteint, sera obtenu en ne relevant pas les tranches de l'impôt sur le revenu, du taux réel de l'inflation.

LUTTES OUVRIÈRES

SANDERS-JUVISY

NON AU LICENCIEMENT DU DELEGUE C.G.T.

Le jeudi 9 septembre, M. Besnainou, délégué cgt du personnel et délégué au Comité d'entreprise de l'usine Sanders de Juvisy était convoqué par la direction pour prendre connaissance du motif invoqué pour son licenciement.

Le voici : la direction a reproché oralement à M. Besnainou d'être intervenu dans les autres usines, filiales et concessionnaires Sanders, en popularisant la lutte menée depuis un an et demi à Juvisy.

Au cours de la réunion extraordinaire du Comité d'entreprise, qui s'est tenue lundi dernier et dont le seul objet était le licenciement de ce militant, la coalition Direction - CGT - FO a approuvé ce motif.

La précision apportée par le direction porte sur le fait que M. Besnainou a diffusé un tract dans lequel était développé le fait que contre Sanders, il est nécessaire de réaliser autour des revendications, l'unité de l'ensemble des

travailleurs du trust pour qu'ils gagnent le même salaire, que ce soit à Nantes, Champagnié, Dôles, Juvisy etc, c'est-à-dire qu'à travail égal, il y ait salaire égal.

Mais non seulement, la Direction condamne l'information syndicale sur ce problème, mais s'en prend ouvertement à la volonté de la section syndicale CGT de Juvisy de développer l'unité des ouvriers et les paysans contre l'exploitation capitaliste exer-

cée contre eux par Sanders. Ce n'est pas un hasard, si le licenciement de M. Besnainou intervient quelques jours après une rencontre entre la section syndicale et des paysans organisés du Lot et Garonne.

«Il est quand même assez fort d'entendre de tels propos, notait un militant de Juvisy, alors que Sanders, profitant de la sécheresse a augmenté de 10 centimes par kilo ses produits et qu'il refuse les augmentations aux travailleurs, qu'ils soient de Juvisy ou de province».

C'est une atteinte caractérisée aux libertés syndicales. En frappant M. Besnainou, Sanders entend porter un coup à une section syndicale qui a son actif deux années de luttes, pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail. Mauvais

exemple pour la dictature Sanders, puisque d'autres sections syndicales commencent à naître comme à Sanders Adour dans les Pyrénées.

Un instant désappointés face à cette répression qui s'est abattue, les travailleurs ont vite rejeté l'idée que le délégué était intouchable : déjà plus de cent

signatures ont été collectées dans l'entreprise pour exiger l'annulation de cette décision patronale. Des débrayages sont envisagés pour les jours à venir.

Dans l'immédiat, il est nécessaire que cette campagne de pétitions s'élargisse à l'ensemble des ouvriers et paysans exploités par le trust. Non au licenciement de M. Besnainou !

Les pétitions et motions de protestation doivent être envoyées à M. Besnainou, 8 av. René-Pierre, Bat. B 4 - Montconseil, 91 100 Corbeil.

LE TRUST SANDERS : QUELQUES CHIFFRES...

L'usine Sanders de Juvisy-Athis-Mons (Essonne) est une usine de production agro-alimentaire animale, c'est l'usine-mère du groupe Sanders.

Celui-ci, depuis un an, est contrôlé par l'APC/EMC (Entreprise Minière et Chimique), c'est-à-dire la production d'engrais (Potasse d'Alsace et Engrais Azotés), ce groupe contrôle une cinquantaine de groupes plus ou moins importants dans le domaine agro-alimentaire et productions d'engrais.

Le trust Sanders intégré à l'EMC (50 % des capitaux et gestion) regroupe une cinquantaine de filiales dont il contrôle une grande partie des capitaux (une dizaine à plus de 50 %, huit de 34 à 50 %, quatre de 10 à 34 %, cinq moins de 10 %, le reste des concessionnaires «indépendants», en fait liés à Sanders).

A Juvisy, l'entreprise compte plus de 80 ouvriers et au moins 250 employés, techniciens et cadres...

COMMUNIQUÉ COMMUN DE L'A.D.E.A. (Association de Défense des Eleveurs et Agriculteurs du Lot-et-Garonne) ET DE LA SECTION CGT SANDERS JUVISY

Le 11 septembre, des ouvriers de l'usine Sanders de Juvisy (usine mère) sont venus en Lot-et-Garonne en vue d'établir des contacts entre les éleveurs des comités de défense. Au cours d'une réunion commune, une information réciproque a été faite sur l'exploitation que pratique le trust Sanders tant envers les ouvriers qu'envers les paysans. Aujourd'hui, un délégué syndical de l'usine de Juvisy (présent à la réunion), membre de la CGT est menacé de licenciement pour avoir aidé au développement de l'unité ouvrière et paysanne.

Eleveurs et paysans sont solidaires de la lutte pour la défense de son emploi.

Dans un mois, le 11 octobre, six éleveurs de l'ADEA passent en Cour d'Appel assignés par Sanders qui leur réclame des sommes injustifiées.

Les ouvriers de Sanders sont solidaires.

Depuis trois ans, de nombreux comités de défense se sont constitués à travers la France face aux firmes d'aliments qui ont permis d'obtenir de meilleures conditions de rémunération.

Aujourd'hui, la liaison établie avec des ouvriers de ces firmes est une chose importante dans la lutte entreprise.

C'est la condition indispensable pour faire reculer l'exploitation dont les travailleurs sont victimes.

ADEA - CGT-Sanders-Juvisy

LIP

Après la deuxième coordination, LES MÊMES QUESTIONS RESTENT POSÉES

C'est une assemblée générale de plusieurs centaines de «Lip» qui, attentifs, ont écouté le bilan de la deuxième réunion de coordination. Ce bilan, présenté par Cugney, a insisté sur l'aspect positif de cette coordination, sur le fait qu'elle ait apporté un certain nombre de réponses à des questions posées par les délégations en ce qui concerne la dynamique interne des luttes, le développement des journaux de lutte, la vente coordonnée de production commune... «Avant tout, ce que l'on veut, c'est l'emploi sans perte de salaire avec la même qualification». En effet, c'est un aspect important qui est ressorti de cette réunion et sur lequel a insisté le rapporteur. Le point de vue qui consistait à

dire «montrons au patron, à la bourgeoisie, que l'entreprise est viable, qu'elle peut se reconverter» a été largement battu en brèche. Ensuite, Raguénès a tenu à préciser que cette coordination se situait dans le cadre du mouvement syndical, qu'elle était nécessaire pour répondre à la tactique de pourrissement du pouvoir. Ce bilan a été accueilli avec une certaine satisfaction par les «Lip», comme en témoignaient plusieurs après l'assemblée générale : «C'est bien, on se rend compte que cette réunion a permis d'avancer sur plusieurs points, mais cela n'a pas répondu sur ce qu'on va faire maintenant».

Mais une grande question reste posée : «Est-il possible que les directions confédérales, après toutes les attaques qu'elles ont faites, puissent prendre en compte notre volonté de lutte ?»

Les «Lip», dans la lignée de la coordination, développent des contacts avec les autres usines. Sur le Doubs, la lutte pour l'emploi devrait s'élargir puisqu'on vient d'apprendre des difficultés dans plusieurs boîtes comme une fabrique de briquets de Maiche et une usine de moules.

Correspondant Besançon

RAPID-ROUSSET

90 travailleurs licenciés par le Secrétariat de la Jeunesse et aux Sports

En quittant la RN.7 qui va d'Aix en Provence à St-Maximim, vous traversez Chateaufort-le-Rouge en direction de Trets et vous arrivez dans la zone industrielle de Rousset, isolée en rase campagne. Autour de Rapib, une forte odeur de plastique : c'est là que se fabriquent les panneaux des piscines «Tournesol».

Depuis 73, cette société travaille pour la réalisation du projet de 1 000 piscines lancé par Comiti, secrétaire à la jeunesse et aux sports à cette époque.

«En 74, la S.A. Rapib a déposé son bilan. Nous avons alors lutté pour exiger une reprise des cent-vingt travailleurs par la Société Nouvelle Rapib. Avec les départ non remplacés, nous ne sommes plus que quatre-vingt-dix environ avec les cadres et la maîtrise», expliquent les travailleurs tous syndiqués à la CGT.

Dès le 21 juin, le SEJS (Secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports), prévient la SN Rapib de sa décision d'arrêter la construction des piscines «Tournesol». Le veille des départs en congés, les travailleurs vont montrer au préfet leur détermination de ne pas se laisser jeter à la rue. Le 6 septembre, chacun reçoit son préavis de licenciement de deux mois. «Cette précipitation, c'est politique, disent de nombreux travailleurs, c'est très certainement des luttes d'intérêts entre eux».

En effet, cette fois-ci, il n'est pas question de carnets de commandes vides. Le projet reste toujours valable, mais pour... Matra. Il n'est pas non plus question de problèmes financiers qui seraient dus à une «mauvaise gestion». Les difficultés financières résultent d'un «acharnement

incompréhensible» du SEJS qui multiplie les mesures arbitraires :

- pénalités appliquées pour les chantiers non entrepris par la S.N. Rapib ;
- récupération par le SEJS d'avances faites à l'ancienne société Rapib sur le compte de la nouvelle société ;
- au 31 mai 1976, sur cinquante-sept piscines montées, une seule avait été réglée intégralement.

«LE 7 NOVEMBRE, S'ILS MAINTIENNENT LA FERMETURE DE L'USINE, ON COMMENCE L'OCCUPATION !»

«Nous allons voir les travailleurs de Matra pour qu'ils se solidarisent avec notre lutte». Les travailleurs, avec leur section CGT, entreprennent de développer des contacts avec d'autres entreprises. Mais quelles perspectives données par ces contacts ? L'occupation sur cette zone industrielle isolée, ne peut aboutir à une victoire qu'en s'ap-

puant sur les acquis des luttes actuelles comme LIP, Griffat, Caron Ozanne pour définir des perspectives de luttes communes dépassant ainsi le simple échange d'expériences. Le fait que le gouvernement soit directement impliqué dans ces licenciements, permettra une prise de conscience politique plus claire et plus rapide.

«On ne se fait pas d'illusion sur la vingtaine de cadres qui sont dans l'entreprise, dans deux mois, il n'y en aura plus un seul pour lutter», me disent plusieurs syndicalistes CGT.

Le travail des révisionnistes de tous poils rencontre déjà des oppositions face aux aspirations à mener réellement la lutte et pas uniquement en paroles.

EMPÊCHER LA FERMETURE, C'EST POSSIBLE

Dès maintenant, tous les travailleurs, tous les syndicalistes doivent s'emparer de la volonté des «Rapib» de ne pas se laisser expulser de leur région. La victoire est possible, développons des initiatives pour les soutenir, brisons ensemble l'isolement dans lequel les bourgeois de droite ou de «gauche» veulent les enfermer.

Pour tous contacts et témoignages de solidarité :
section syndicale CGT
Société nouvelle RAPIB
21 de Rousset
13 790 ROUSSET

HABILLEMENT

FAIRE ECHEC AU BLOCAGE DES SALAIRES
ET DEFENDRE L'EMPLOI

Cette semaine, et plus particulièrement le 15 et le 17 septembre, doit être marquée par de nombreux débrayages (de deux à quatre heures en général) et manifestations des habillement à l'appel de leurs fédérations CGT et CFDT. Cette mobilisation, qui viendra s'ajouter aux longs conflits pour l'emploi qui marquent la profession (Artal, Desombre, CIP, Obsession...), vise notamment à faire pression sur la Commission Paritaire Nationale de l'Habillement (confection) qui se tient le 17 septembre.

LA RENTRÉE DES
«CANUTS»...

Une conférence de presse vient de se tenir au siège de la CGT, présidée par R. Toutain de la Fédération HA.CUI.TEX CFDT et G. Joannès de la Fédération Habillement CGT, en présence d'ouvrières des usines CIP, Desombre et Obsession (Villeurbanne) occupées... A cette occasion, les responsables syndicaux ont pu faire le point sur les objectifs de la semaine d'action en cours dans leur branche et dénoncer d'une manière détaillée l'exploitation éhontée qui règne dans l'habillement, sur une main-d'œuvre essentiellement de femmes OS, en butte au rende-

«Si vous voulez
travailler
au noir...»

Chez Obsession (Villeurbanne) on en sera bientôt à un an de lutte pour l'emploi. Depuis le dépôt de bilan du 14/10/75, les travailleurs de l'usine de Villeurbanne et celles de Cuisery (en Saône et Loire) ont à plusieurs reprises tenté des démarches (à la main d'œuvre, à la Préfecture, à la Chambre patronale, etc...) pour une «solution industrielle» souhaitée par le P.C.F. et la CGT. La dernière «initiative» en date a été une table ronde régionale (le 9/9/76) pour un redémarrage éventuel de Gilmo-Obsession (Villeurbanne). Un des représentants patronaux de la confection, Feldmann, qui devait présenter un plan de «relance» n'a toujours pas remis ses propositions. L'occupation de l'entreprise se poursuit dans des conditions difficiles : les révisionnistes du P.C.F., qui ont fait de cette lutte (avec Amtec) leur cheval de bataille local, n'ont pas d'alternative à l'échec de leurs «solutions» industrielles... Certaines ouvrières ont retrouvé du travail ailleurs mais avec des salaires encore inférieurs à ceux pratiqués en octobre 75 ! Des pressions sont opérées par le patronat local pour un redémarrage bien particulier d'Obsession : Jacquard propose un embauchage sous contrats à durée limitée et certains patrons ont même proposé - c'est un comble - de reprendre tout le personnel en «travail au noir», moyennant des dédommagements en nature (robes, peignoirs...).

ment, aux bas salaires et à un encadrement ouvertement répressif !

Au moment où se tient à Versailles le salon de l'Habillement et à la veille des négociations de la Commission Paritaire, une réalité s'impose - chiffres en main - contre toutes les fariboles et les mensonges du VII^e Plan, de Giroud et Stoléro.

LES TRAVAILLEUSES DE
L'HABILLEMENT
ONT PERDU 30 %
DE SALAIRE
DEPUIS 1972 !

Le minimum de la convention collective nationale (base de tout établissement des salaires) se traîne à 7,06 F (alors que le SMIC est 8,58 F). Des enquêtes salariales comparatives menées par les Fédérations CGT démontrent un écart de salaire de 20 à 40 % parfois à qualification égale entre ouvriers métallurgistes et ouvrières de l'Habillement. 63 % des salariés à l'heure (et 40 % de ceux au rendement !) touchent actuellement moins de 1 500 F par mois. Depuis le dernier accord national de 1972, c'est 25 à 30 % de perte de pouvoir d'achat enregistrée au seul plan du salaire dans la profession... En outre, alors que le minima d'établissement des grilles salariales étaient encore supérieurs de 0,08 F au SMIC à sa création en 1970, aujourd'hui, c'est le SMIC qui accuse 1,52 F d'avance !

La conséquence pratique, c'est que le blocage général des salaires et même l'établissement du prix des pièces au rendement sur des bases avoisinant le SMIC. Une ouvrière au coefficient F120 (= P2 en Métallurgie) demeure au SMIC. Chez Savo, au Creusot (actuellement en lutte), 88 % des ouvrières sont classées de A à F, c'est-à-dire au SMIC !

L'inquiétude salariale et la colère grondent dans le Textile et l'Habillement où les travailleurs refusent de «voir les salaires et les classifications mis en calebasse à la faveur

LE DOSSIER NOIR DE
L'EMPLOI ET DES
CONDITIONS
DE TRAVAIL

La productivité par contre a grimpé en flèche depuis 1972, à la faveur du tour de vis patronal : blocage des négociations depuis quatre ans, chantage aux fermetures, dégraissages massifs d'emploi avec camouflage du chômage partiel (par les contrats temporaires et l'arrêt de l'embauche depuis deux ans)... Dans le même temps, les ouvrières, moins nombreuses, ont produit plus : + 5 % minimum par an ! Les textiles ont vu leurs prix s'enflammer à la faveur des perturbations du marché et de la consommation en plein chantage à la crise. Mais pour faire un costume de 600 F, il ne faut plus maintenant que 80 minutes à une ouvrière payée 8,58 F de l'heure ! «Allons-nous devenir les Canuts des temps modernes ? Comme eux nous ne voulons pas aller tout nu !» disait une



Dans le même temps, les ouvrières, moins nombreuses, ont produit plus...

délégué CGT en présentant ce noir tableau auquel s'ajoutent les conséquences massives d'une restructuration engagée dans la branche : les Daltons (Willot) et autres Thierry ou Jacquard font main basse sur l'Habillement, projettent de transformer les quarante-quatre grands magasins Conforama en centres de présentation et de distribution de mode... Les chambres patronales serrent les coudes et couvrent ceux des leurs qui ferment boutiques... pour aller rouvrir ailleurs à meilleur compte, avec l'aide de l'État et des Chambres de Commerce (comme Desombre navigant de Lille à Fournies avec un sillage de licenciements !)

PARMI LES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ OU
DÉPÔTS DE BILAN DANS LA BRANCHE HABILLEMENT

Aisne Ille et Vil.	Picardie Confection - St Quentin. Liquidation judiciaire Michel Dan - St Nicolas de Redon. Entreprise occupée depuis le 3 septembre 1976.	80 salariés
Nord	Provin Confection, ex Robin à Provin. Occupée depuis septembre. Le jour de la rentrée, sans avertir personne, le patron a mis les clés sous la porte. Et depuis plus d'un an, CIP et Desombre	30 salariés
Nord Saône et L.	Lecoq - Clary. Occupée depuis le 31 août	231 salariés
Isère	Savo - Le Creusot. Dépôt de bilan.	90 salariés
Ain	Renoud Liard - La Tour du Pin. Dépôt de Bilan Rnoud Liard - Ambérieu. Dépôt de bilan Des contacts sont en cours avec un industriel.	30 salariés
Saône et L.	P.O.U.R. - Chalons/Saône : 25 licenciements, horaire réduit à 24 H par semaine.	60 salariés
Rhône Saône et L.	Obsession à Villeurbanne Obsession à Cuisery Contact en cours pour une solution industrielle. Entreprises occupées depuis octobre 1975.	148 salariés 68 salariés
Alpes Marit.	Artal à Antibes Entreprise occupée depuis octobre 1975.	105 salariés

DEFENDRE
LES LIBERTÉS
SYNDICALES, C'EST
PERMETTRE DE
DEVELOPPER
LES LUTTES

Dans le Textile et l'Habillement particulièrement, les ouvrières sont réprimées, humiliées. La

ploi, pour le salaire mini à 2 000 F, contre les conventions patronales bidon (avec l'aumône de 2,5 % d'augmentation à la clé), les ouvrières de l'Habillement luttent aussi pour leur dignité de femmes exploitées qui prennent désormais en main de longs conflits et n'hésitent pas à affronter la

répression. Roger Toutain pour la CFDT soulignait «l'engagement rapide de l'action, cette année» et la nécessité «après de nombreuses victoires partielles remportées cet été pour la réduction d'horaires et l'obtention de primes de chaleur, d'arracher un acquis salarial net en relevant les minima». Avec un optimisme de rigueur, les responsables syndicaux CGT et CFDT semblent voir le 23.10 comme autant de tremplins régionaux pour les luttes dans leurs professions, avec (en ce qui concerne la CFDT) un rendez-vous intermédiaire : les 8 et 9 octobre autour de la CIP Bailleul occupée... Alors, vers «une rentrée de lutte» dans l'Habillement et dans le Textile ?

Stéphane RAYNAL



Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRml
Adresse postale BP 225, 75 924 PARIS Cedex 19
Crédit Lyonnais, agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Contre la suppression des 90 % aux licenciés, pour le maintien de l'em-

INTERNATIONAL

KISSINGER EN TANZANIE :

Les manifestations se poursuivent en Afrique du Sud

Kissinger aujourd'hui en Tanzanie va tenter de convaincre le président Nyerere, du désir américain d'une solution négociée en Afrique Australe, avant de se rendre en Zambie puis en Afrique du Sud où un immense mouvement de grève bloque l'activité de Johannesburg et que de violents affrontements avec la police raciste ont lieu dans la péninsule du CAP.

L'arrivée de Kissinger en Tanzanie a été précédée par la parution d'un appel aux peuples et Etats d'Afrique dans le Daily News, quotidien officiel tanzanien, pour un soutien plus solide aux combattants de la liberté en Afrique Australe. Et quelques heures avant l'arrivée de la délégation américaine, Julius Nyerere, faisait publier un communiqué dans lequel il montre bien les limites de la crédibilité qu'il accorde à Kissinger : « Pour quoi le gouvernement américain ne déclare-t-il pas que si un transfert pacifique du pouvoir est rendu impossible par l'intransigeance des racistes, il sera du côté de ceux qui luttent pour la liberté ».

Certes la Tanzanie a accepté de recevoir Kissinger. Mais avec les pays limitrophes qui soutiennent la lutte des peuples de Namibie et du Zimbabwe, elle a préparé cette visite au cours d'une réunion à Dar Es Salam, où ils ont tous unifié leur position, et leur soutien va au delà d'une simple position de principe.

Dans le même temps, Vorster qui accueille Smith à Pretoria fait mine de convaincre son acolyte rhodésien de la nécessité d'un aménagement de sa politique raciste. Mais la réalité apporte simultanément un démenti flagrant à cette mise en scène : ce n'est pas parce qu'un amendement constitutionnel vient d'accorder en République Sud-Africaine le droit pour les

commerçants et entrepreneurs métis et indiens (qui sont plus de trois millions) de s'installer à l'extérieur des zones qui leur sont attribuées (et deux autres mesures également de pure forme sur des points concernant les affaires locales), que les masses populaires se laissent leurrer, pas plus que par la suppression des entrées séparées dans les bureaux de poste. Au contraire, les dernières manifestations de Johannesburg ont vu une entrée massive de métis aux côtés des populations noires dans la lutte contre le régime raciste. Les grèves qui paralysent aujourd'hui et depuis deux jours l'activité de Johannesburg n'ont fait que s'amplifier et gagner des secteurs de plus en plus larges. Face à ces luttes, la réponse de Vorster est invariable : nouvelle escalade de la répression. On annonce déjà officiellement plus de trente morts dans la région du Cap, tués par la police, plus d'un millier d'arrestations opérées dans la nuit au domicile des travailleurs soupçonnés de prendre part à la grève le lendemain, arrestations de journalistes noirs ayant relaté les faits. Il est donc clair que la seule réponse claire par les régimes racistes est celle de la répression et du maintien de l'apartheid et que ce ne sont pas les allées et venues de Kissinger pour tenter de sauver la face qui changeront quelque chose.

Annette JANDET

● AFRIQUE DU SUD : SUBLIMITÉS DU LANGAGE RACISTE

Connie Mulder, ministre de l'Information de Pretoria a déclaré mardi : les termes « apartheid » et « développement séparé » doivent être remplacés par « démocratie pluraliste ». Mulder a justifié ce changement en indiquant que ces deux termes « avaient le désavantage d'être interprétés négativement à l'étranger ». « Le terme « démocratie pluraliste », a-t-il ajouté, ne sous-entend aucun ou de séparation et peut être utilisé sur le plan international ».

Mulder a cependant pris soin de préciser que cette nouvelle terminologie n'indiquait pas un changement de la politique raciale de Pretoria.

● VIETNAM : La candidature du Viet Nam à l'ONU sera reportée au mois de novembre après les élections américaines.

Espagne
POURSUITE DE LA GRÈVE
AU PAYS BASQUE
MANIFESTATION À MADRID

Après la grève générale de lundi, largement suivie dans tout le pays basque par plus de 300 000 personnes, en riposte à l'assassinat de Jesus Barra Zabala, la mobilisation du peuple basque est toujours très forte. Surtout que la police a réprimé violemment lundi, les rassemblements qui s'effectuaient. Dans la banlieue de Bilbao, grande concentration industrielle et à Sestao, au moins deux manifestations ont été blessées grièvement par balles, la police ayant fait usage de pistolets mitrailleurs, ce qui a provoqué immédiatement la colère populaire. Des barricades ont été dressées et des affrontements ont eu lieu. Partout, l'attitude de la police fasciste était la même : charges, grenades lacrymogènes, tirs de balles en cahouchouc. Il y aurait au moins une cinquantaine de blessés.

CONTRE LA
POLICE FASCISTE,
LA GRÈVE
S'EST POURSUIVIE

Une délégation de maires du pays s'est rendue à Madrid pour protester contre les violences policières. Tous ces notables qui jusqu'à présent, ont soutenu le pouvoir central sont obligés de s'en démarquer quelque peu, face à l'ampleur du mouvement national basque.

Mardi, en riposte à ces violences, plus de 75 000 ouvriers ont poursuivi leur grève. De nouvelles manifestations ont été organisées, et des affrontements

ont eu lieu avec la police. Des assemblées générales s'étaient tenues lundi soir dans toutes les villes des quatre provinces du pays basque (Guipuzcoa, Biscaye, Alava, Navarre) et la poursuite de la grève a été votée. De puissantes manifestations ont eu lieu à Bissauri mardi en fin de matinée, après une assemblée générale de 8 000 personnes. Dans d'autres villes également des manifestations ont été organisées. A Bilbao, plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont parcouru la ville à partir de 13 h.

D'autre part, à Madrid, 125 000 personnes ont ma-

nifesté mardi soir pour protester contre la hausse des prix, réclamant également la diminution des prix du pain. Les manifestants exigeaient aussi une amnistie véritable.

Dans son discours prononcé la semaine dernière, Suarez parle de stabilité économique après les élections. A Madrid, les manifestants refusent de payer les effets de la crise et posent tout de suite leurs revendications ; Suarez dit : « Les revendications nationales seront examinées après les élections ». Les peuples du pays basque, et de Catalogne, en se mobilisant massivement, dé-

montrent qu'ils n'attendent rien en 77, et se battent pour leurs revendications nationales.

Le projet de Suarez d'élections au cours du premier semestre 77 est sérieusement battu en brèche. Face aux masses qui se mobilisent contre les conséquences de la crise économique, pour une amnistie véritable, et pour leurs revendications nationales, Suarez voudrait réaliser l'unité des partis bourgeois, y compris ceux de « l'opposition » afin de pouvoir s'opposer au mouvement des masses. Mais celui-ci puissant et décidé, n'a pas l'intention de céder.

ETATS-UNIS

185 000 OUVRIERS
EN GRÈVE
CHEZ FORD

Le syndicat des travailleurs de l'automobile annonce une grève générale de tous les ouvriers de l'ensemble des usines Ford sur le territoire américain, quelques heures avant l'expiration du contrat de 3 ans signé par la firme avec les dirigeants du syndicat unique. Au terme de 56 jours de négociations, aucun accord n'est intervenu sur les 2 principaux points de préoccupation des travailleurs que sont les salaires et la sécurité de l'emploi. Dores et déjà les dirigeants syndicaux ont annoncé la possibilité financière de soutenir une grève de 17 semaines grâce au fond de grève qui se monte à 175 millions de dollars.

LES SOVIÉTIQUES ACCENTUENT
LEURS PRESSIONS SUR LE JAPON

Les soviétiques multiplient les pressions pour récupérer le MIG 25, qui a atterri la semaine dernière sur un aérodrome japonais. Dans le même temps, les soviétiques ont adressé un nouvel avertissement aux japonais, selon lequel toute revendication japonaise sur les îles Kouriles occupées par les soviétiques empoisonnerait les relations entre les deux pays. Les soviétiques refusent de rendre ces 4 îles japonaises où ils ont installé des bases pour leur flotte du pacifique et de l'océan indien. Des incidents innombrables ont opposé les pêcheurs japonais aux navires de guerre soviétique, qui éperonnent parfois les bateaux de pêche, endommagent les filets, affirmant sans cesse la domination soviétique sur la mer du Japon, et les îles du Nord.

Communiqués

L'Association des Amitiés Franco-Chinoises organise une soirée d'hommage au Président Mao Tsé-Toung, le vendredi 17 septembre 1976 à 20 h 30 à la maison de la Mutualité, 24 rue Saint Victor, à Paris 5^e, métro Mautualité.

Monsieur Maurice Schumann, président d'honneur de l'Association des Amitiés Franco-Chinoises, Monsieur Étienne Manac'h, ancien ambassadeur de France à Pékin, Madame Han Suyin, Madame Hélène Marchisio, secrétaire générale de l'Association des Amitiés Franco-Chinoises, Monsieur Alain Deille et Monsieur André

Pochon prendront la parole au cours de cet hommage au Président Mao Tsé-Toung qui sera présidé par Monsieur Charles Bettelheim, président de l'Association des Amitiés Franco-Chinoises.

L'Association des Amitiés Franco-Chinoises invite à venir rendre hommage au Président Mao Tsé-Toung en déposant une fleur blanche à l'ambassade de Chine, 11 avenue Georges V, Paris 8^e, métro Alma-Marceau. Le samedi 18 septembre à 11 heures du matin, au moment même où en Chine aura lieu une soirée solennelle.

URSS : UNE INSULTE À LA MÉMOIRE
DU CAMARADE MAO TSÉ-TOUNG

Les partis révisionnistes d'Europe de l'Est, l'Union Soviétique en tête, ont eu l'audace d'envoyer des fleurs pour la cérémonie d'hommage au président Mao Tsé-toung. C'est une véritable insulte à la mémoire du dirigeant du Parti Communiste Chinois contre lequel ils ont comploté, qu'ils n'ont cessé d'attaquer depuis plus de 13 ans, eux qui sont responsables de la scission du Mouvement Communiste International. Ceux contre qui le Parti Communiste Chinois et Mao Tsé-toung ont dû se battre pour défendre le marxisme-léninisme, ceux qui ont transformé en pays capitalistes des pays socialistes, ne peuvent en aucune manière se joindre à l'hommage rendu au dirigeant du prolétariat mondial, dont ils ont toujours cherché à étouffer l'œuvre. Le Parti Commu-

niste Chinois a renvoyé les fleurs. Par contre, la République Populaire de Chine entretient des relations pacifiques avec tous les pays du monde et a accepté les témoignages de condoléances formulées par les gouvernements d'Europe de l'Est et d'URSS, au même titre que celles des autres gouvernements.

Le message envoyé par l'Etat d'Israël a été rejeté, pour la République Populaire de Chine, seul le peuple palestinien a des droits sur la terre de Palestine.

● IRLANDE : Une vague d'attentats est organisée par les fascistes irlandais de l'UDA. Des voitures et des autobus ont été incendiés.

● GISCARD EN ITALIE : Giscard a annoncé qu'il se rendrait en Italie au début du mois de décembre. Cette visite, qui vient après l'ultimatum de Schmidt à l'égard de la participation éventuelle du parti de Berlinguer au gouvernement, marque les tentatives de Giscard de se démarquer de l'impérialisme allemand, en assurant qu'il comprend les problèmes italiens. Giscard avait déjà pris ses distances à l'égard des menaces de sanctions économiques lorsqu'elles avaient été proférées par Schmidt.

Tchécoslovaquie :
DIFFICULTÉS
ÉCONOMIQUES
CROISSANTES

Selon la presse révisionniste tchécoslovaque, la production industrielle a baissé de 2,10% par rapport à l'année dernière, ce qui s'est traduit par des licenciements, les importations ont augmenté de 3% et les exportations ont diminué de 4% par rapport à la même période. Ainsi le chaos qui règne dans l'économie tchécoslovaque a amené le gouvernement à augmenter ses importations alors qu'il diminuait les exportations. Le pillage organisé par l'URSS dans le pays contribue de façon considérable à aggraver cette situation. Pour les masses tchécoslovaques, cela se traduit par une augmentation du prix des produits de première nécessité, une augmentation des impôts et un accroissement du nombre des chômeurs. Ce qui permet aux sociaux-impérialistes soviétiques d'avoir un réservoir de main d'œuvre important qu'ils envoient travailler en URSS dans les secteurs les plus pénibles.

Liban

ANNONCE D'UNE RENCONTRE ENTRE L'OLP ET LE RÉGIME SYRIEN

Une réunion est annoncée entre Arafat, président de l'OLP, Sarkis, le futur président du Liban -il doit s'installer au pouvoir le 23 septembre prochain- et un représentant syrien, soit Assad lui-même, soit le chef du gouvernement syrien, Kheyfaoui. Cette réunion devrait se tenir à

Chtaura dans la Bekaa occupée par l'armée syrienne.

La Syrie poursuit sa tentative de faire capituler les Résistance Palestinienne, et d'affirmer la permanence de sa présence au Liban, en rencontrant à la fois Sarkis et la Résis-

tance. Au cours du dernier voyage qu'il a accompli à Damas, Sarkis n'a pas accepté toutes les conditions syriennes. Il aurait notamment demandé que soit examinée la question du retrait des troupes syriennes au Liban. Les visites des fascistes libanais à Damas étaient destinées à la fois à rassembler autour du régime syrien toutes les forces réactionnaires et également à faire pression sur Sarkis : une fois au pouvoir, que pourrait faire Sarkis si les fascistes et les notables musulmans étaient tous d'accord pour accepter la présence des troupes syriennes.

L'occupation syrienne est le point clé des négociations : la Résistance Palestinienne a affirmé à plusieurs reprises que toute négociation ne pouvait être entreprise que sur la base du départ des troupes syriennes.

La Syrie engage les pourparlers en faisant preuve d'un grand déploiement de forces. Les avions syriens viennent survoler les positions palestiniennes et patriotiques dans la montagne. La pression militaire syrienne est extrêmement forte à Jezzine, à Tripoli. Les fascistes libanais sont encouragés par la Syrie à poursuivre leurs attaques contre Beyrouth Ouest, contrôlé par les forces patriotiques, et contre Tripoli ainsi que

dans la montagne. Elle veut arracher des concessions sous la pression militaire, alors même que l'invasion a été stoppée par la résistance unie, libanaise et palestinienne.

C'est cette unité que la Syrie veut briser en refusant tout contact avec le mouvement patriotique libanais, alors qu'elle essaie à tout prix de pousser la Résistance Palestinienne à signer des accords qui ne remettent pas en cause l'occupation syrienne comme celui qui avait été élaboré le 29 juillet dernier à Damas.

Tout en poursuivant et en développant la mobilisation commune contre l'offensive syrienne dans la montagne, à Tripoli et dans le Sud, contre l'agression sioniste dans le sud, contre les assauts fascistes à Beyrouth et à Tripoli, la Résistance Palestinienne accepte de discuter avec Assad pour briser ses manœuvres, pour l'obliger à discuter du retrait des troupes syriennes : bien qu'il dispose d'une supériorité numérique, le régime syrien se heurte à une capacité de résistance de plus en plus forte, qui est à même de faire sombrer toutes ses tentatives. C'est à cette volonté de résistance que le régime syrien va se heurter en rencontrant la Résistance Palestinienne.

Grégoire CARRAT

Les pays du Tiers-Monde développent leur solidarité

Une conférence commencée le 13, qui se poursuivra jusqu'au 21, réunit les pays membres du groupe des 77 à l'ONU, composé de pays du Tiers Monde.

L'objet essentiel de cette conférence sera de mettre en place des organismes de coopération économique entre pays du Tiers Monde. Ceci pour entreprendre la réalisation du programme d'action défini tant à Manille qu'à Colombo, au sommet des non alignés : associations de pays producteurs de matières premières sur le modèle de l'OPEP, création d'une chambre de commerce pour le Tiers Monde, d'une banque pour les pays en voie de développement.

A travers ce projet se manifeste le fait que l'unité du Tiers Monde est irréversible : affirmée sur le plan politique au cours des dernières années, elle se matérialise par des décisions économiques destinées à briser les moyens d'oppression et de pillage des pays occidentaux sur le Tiers Monde.

Les échanges, le mouvement des capitaux, la production industrielle sont le monopole des pays impérialistes, qui s'en servent comme moyen pour perpétuer leur domination, tenter de faire des brèches entre pays du Tiers monde. En s'emparant de ces questions en mettant sur

les pieds des projets propres à les résoudre, les pays non alignés montrent qu'ils sont décidés à prendre eux-mêmes les mesures pour assurer leur développement économique sans attendre l'issue des négociations entreprises avec les pays impérialistes. C'est la leçon de la CNUCED que tirent ainsi les pays du Tiers Monde.

Au cours de cette conférence, ils avaient mis en échec le plan Kissinger et battu les occidentaux. Mais, ils soulignent que les résultats sont en deça des aspirations du Tiers Monde.

Les discussions ouvertes à Mexico visent à prendre les moyens de les réaliser. Ce faisant, les pays du Tiers Monde renforcent leur unité et mettent sur pied les moyens qui leur permettent d'accroître le rapport de forces en leur faveur dans leur négociation avec les pays impérialistes. Le dialogue Nord-Sud qui se poursuit à Paris peut prendre une toute nouvelle tournure et le mouvement amorcé se développe : les moyens utilisés par les américains, notamment, pour bloquer la discussion, exercer un chantage à l'égard des pays pauvres perdent de leur efficacité, dans la mesure où les pays du Tiers Monde dépendent moins, pour les besoins industriels et alimentaires, des pays riches, et sont plus solidaires les uns des autres.

G.C.

Editorial de Falastine El Saoura : LES AGRESSEURS N'ONT RIEN APPRIS

« Ces puissances (fascistes libanais, agresseurs syriens et impérialistes américains) entreprennent une attaque politique plus forte que la pression militaire, dont le but est de saper l'unité de la Révolution Palestinienne et du mouvement patriotique libanais à travers les compromissions et les manœuvres, car ils n'ont rien appris de leur défaite politique et militaire. »

L'éditorial ajoute que toute solution politique « ne peut être atteinte que par l'entière reconnaissance du droit à l'existence et à la

lutte de la Révolution Palestinienne et du droit du mouvement patriotique libanais à participer à toutes les réunions en tant que partie représentant les légitimes aspirations du peuple libanais, à construire sa patrie en dehors de toute intervention militaire. »

La rencontre avec les dirigeants syriens est pour la Résistance un aspect de la lutte contre l'agression syrienne. Le régime syrien ne parviendra pas à diviser la résistance et le mouvement patriotique libanais.

● BELGIQUE : Le gouvernement belge a débrouillé neuf milliards de francs belges, pour verser des indemnités aux éleveurs victimes de la sécheresse. Ce montant représente moins de la moitié des pertes des paysans qui représentent vingt milliards de francs belges

selon les syndicats agricoles. Ces aides seront en fait des crédits octroyés à un taux à peine inférieur au taux normal et remboursables sur sept ans. Des indemnités seront également versées d'un montant inférieur aux crédits.

L'HOMMAGE A MAO TSE TOUNG

A l'annonce du décès du camarade Mao Tsé-toung, de nombreux messages témoignent du prestige du président Mao dans les pays du Tiers Monde, soulignant principalement le rôle important joué par la République Populaire de Chine dans le soutien infaillible aux luttes de libération nationale et dans la constitution du Tiers Monde en force politique.



la construction d'une Chine indépendante et prospère constituant un exemple pour le Tiers Monde».

MADAGASCAR :

Le président malgache a adressé un message de condoléance dans lequel il est dit :

« Les peuples en lutte sauront garder le souvenir immortel de ce grand homme qui a consacré toute sa vie au service de leur cause et à l'avènement de relations internationales plus justes et équitables. »

PALESTINE :

De Beyrouth, Yasser Arafat, dirigeant de l'OLP, a déclaré :

« Les peuples du monde entier ont perdu un des plus grands dirigeants qui ont lutté pour la conquête des libertés. Le peuple palestinien porte un profond respect à ce dirigeant qui depuis le début s'est placé du côté de la Révolution Palestinienne. »

CORÉE

Le président Kim Il Sung, secrétaire général du Comité Central du Parti du Travail et président de la République Populaire de Corée déclare :

« Toute sa vie, le camarade Mao Tsé-Toung s'est entièrement dévoué à la lutte pour la victoire de la cause révolutionnaire du peuple chinois, à la cause de la libération des nations et des peuples opprimés du monde entier et à la cause communiste internationale. »

CAMBODGE :

Kieu Samphan, président du Kampuchea Démocratique a déclaré :

« Le camarade Mao Tsé-Toung a apporté une contribution de portée historique et internationale à la cause de la libération des nations et des peuples du monde, à la dictature du prolétariat, à la cause du communisme. »

VIETNAM :

Le Comité Central du Parti des Travailleurs du Vietnam rend compte dans son message de la profonde tristesse du peuple vietnamien et souligne :

« La reconnaissance du peuple vietnamien au président Mao Tsé-Toung et au peuple frère de Chine pour le soutien et l'aide consi-

dérable et précieuse accordés à sa cause révolutionnaire. »

LAOS :

Dans son message le gouvernement du Laos déclare :

« La disparition du camarade Mao Tsé-Toung prive le peuple lao d'un proche

compagnon d'armes qui a apporté constamment son soutien et son aide à la révolution du Laos. »

ALGÉRIE :

Pour le président Boumediène :

« Le président Mao Tsé-Toung n'a jamais cessé de se consacrer entièrement à



Toung, Lénine de notre époque, et synthétiser les acquis théoriques et pratiques de la lutte menée par le PCC, sous la direction du camarade Mao Tsé-Toung, pour la révolution, pour le socialisme, et la lutte des peuples du monde. La série d'articles que nous publions entend retracer dans un certain nombre de domaines, les acquis de la lutte révolutionnaire du peuple chinois guidé par Mao Tsé-Toung.

Rendre hommage à Mao Tsé-Toung, c'est aujourd'hui dégager les enseignements de Mao Tsé-

VIVE LA PENSÉE DE MAO TSÉ TOUNG, MARXISME-LÉNINISME DE NOTRE ÉPOQUE

LA GRANDE REVOLUTION CULTURELLE PROLETARIENNE

Le Grand Bond en Avant mené en Chine à la fin des années 50, a mis en pleine lumière l'enthousiasme et les capacités d'initiatives des masses populaires pour la construction d'une nouvelle société, socialiste. Il a mis aussi en évidence le poids de la bourgeoisie qui subsiste, au sein même de la société socialiste. La prise du pouvoir par la classe ouvrière en Chine et l'instauration dans ce pays de la propriété sociale sur les moyens de production ne signifient nullement la fin de la lutte de classes : celle-ci continue, et de façon aiguë, dans toute la période du socialisme, car la bourgeoisie est encore là, forte de son influence et de tout l'héritage du passé. C'est en partant de cette réalité, analysée explicitement par Mao Tsé-toung, pour la première fois dans l'histoire du marxisme, que le Parti Communiste Chinois va impulser la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat.

UNE REFORTE RADICALE DE LA SOCIÉTÉ

Créer graduellement les conditions où la bourgeoisie ne pourra plus exister, ni se reformer, cela implique de combattre les conceptions bourgeoises, qui subsistent dans les domaines les plus variés sous le socialisme, et dans les domaines traditionnellement considérés comme « domaines réservés » de spécialistes : par exemple la technique, les sciences, l'art etc... La Révolution Culturelle qui va être déclenchée par le Parti Communiste Chinois est une révolution dans la superstructure de la société, une révolution qui affirme la nécessité et la capacité de la classe ouvrière à diriger en tout. La cible de la Révolution Culturelle est donc une refonte radicale de la société.

CONTRE UNE LIGNE POLITIQUE

La persistance de l'inégalité dans la répartition des fruits du travail, la séparation qui subsiste entre travail manuel et travail intellectuel, travail d'exécution et travail de gestion, entre ouvriers et paysans, et qui nourrit les conceptions bourgeoises dans les rapports

sociaux, est la base matérielle des idées bourgeoises au sein de l'appareil d'Etat socialiste et du Parti Communiste. « La bourgeoisie existe au sein du Parti Communiste » a indiqué Mao Tsé-toung. Face à la ligne révolutionnaire s'est constituée au sein du Parti Communiste une ligne politique contre-révolutionnaire qui avec des dirigeants, tels Liou Chao-chi, conduit à écarter le peuple du pouvoir. Aussi, la Révolution Culturelle a-t-elle également une cible directement politique et vise le personnel politique placé à la tête des affaires du pays. La Révolution Culturelle vise donc à la fois à « critiquer et écarter les représentants de la bourgeoisie infiltrés dans le Parti, l'armée, le gouvernement et les milieux culturels » parce qu'ils « constituent un ramassis de révisionnistes contre-révolutionnaires » et à « détruire l'idéologie bourgeoise », la conception bourgeoise du monde qui se matérialise dans tous les domaines de la société.

LE PEUPLE PREND CONSCIENCE EN MAINS LE DESTIN DE LA CHINE

Pour que la classe ouvrière dirige en tout, pour qu'elle renforce le pouvoir politique du peuple, elle doit prendre elle-même en mains, et par une mobilisation de masse, la critique des idées politiques des responsables du Parti Communiste partisans de l'ordre capitaliste, et la critique de tout ce qui porte encore l'empreinte de la bourgeoisie dans la société. La Révolution Culturelle va pouvoir atteindre les cibles qui lui sont assignées, parce qu'elle est aussi la méthode irremplaçable de la mobilisation politique de la classe ouvrière et du peuple. En impulsant la Révolution Culturelle, Mao Tsé-toung et le Comité Central du Parti Communiste Chinois remettent aux mains du peuple le destin de la Chine. C'est partout, dans les écoles, les usines, la médecine, l'art, les sciences, qu'une vaste critique va s'organiser, à travers des réunions de critiques de dirigeants, à travers les milliers de journaux manuscrits qui ouvrent les murs, une vaste critique qui conduit à la transformation du Parti Communiste lui-même afin d'en faire un instrument plus efficace aux mains des masses popula-

ires, pour renforcer leur pouvoir, renforcer la dictature du prolétariat. La circulaire du 16 mai 66 du Comité Central du Parti Communiste, en fixant les objectifs de la Révolution Culturelle, est un appel à la mobilisation des masses.

PAS UNE SIMPLE QUESTION ACADEMIQUE

Le déclenchement de la Révolution Culturelle va être précédé par un large débat dans le domaine artistique. En effet, en 1964 et 1965, de nombreuses pièces avaient été publiées, parmi lesquelles «La destitution de Hai Jouei», histoire d'un fonctionnaire intègre de l'ancienne Chine, victime de l'arbitraire d'un empereur tyranique. Cette pièce était en fait une grossière allusion à la destitution de Peng Teh-Huai, chef de l'armée et démis de ses fonctions dans la période du Grand Bond en Avant par le Comité Central du Parti Communiste. Peng Teh-Huai préconisant l'édification d'une armée sur le modèle de celle des pays capitalistes, privilégiant le matériel sophistiqué, et niant son rôle d'armée révolutionnaire, devant être liée au peuple, participer à la production et être guidée par la défense des intérêts de la classe ouvrière.



Les auteurs de la pièce et ceux qu'elle défend vont essayer de réduire le débat à une discussion académique, en masquant son enjeu politique ; ils utilisent là une tactique traditionnelle de la bourgeoisie : « Ne voyez pas de la politique partout », tactique pour empêcher la classe ouvrière d'intervenir. Mao Tsé-toung déclare alors : « Le point essentiel de cette pièce, c'est la révocation. En 1969, nous avons révoqué Peng Teh-Huai. Peng Teh-huai, c'est Hai Jouei ».

Pour lancer la contre offensive, le Parti Communiste Chinois crée un groupe chargé de la Révolution Culturelle, mais les tenants de la ligne bourgeoise y sont présents, et vont chercher à endiguer le mouvement des masses, le détourner de sa cible.

Conscient que les tenants de la ligne bourgeoise qui dirigeaient ce groupe chargé de la Révolution Culturelle, faisaient tout pour défendre leurs positions en niant le caractère politique de classe de la pièce et les enjeux politiques qui l'avaient déterminée, le Comité Central, sous la direction de Mao Tsé-toung, publie la circulaire du «16 mai» en soulignant que, loin d'être un simple débat académique, la Révolution Culturelle, qu'il faut mener à bien, est un épisode aigu de la lutte des classes, auquel doivent participer les larges masses à tous les niveaux : « Prenant essor dans notre pays, la Grande Révolution Culturelle Proletarienne s'y déroule impétueusement. Elle bat avec rigueur toutes les positions idéologiques et culturelles décadentes qui conservent encore la bourgeoisie et les débris de la féodalité. Or, au lieu d'encourager tout le Parti à mobiliser sans réserve la masse des ouvriers, des paysans et des soldats, ainsi que les combattants du prolétariat sur le front

des organisations du Parti». En faisant sortir le débat des sphères académiques et en le plaçant résolument sur le terrain de la lutte des classes, le Parti lançait le processus de mobilisation des masses pour battre en brèche les positions de la bourgeoisie.

« Loin d'être négligeable, la lutte contre cette ligne révisionniste est d'une importance capitale ; de sorte que la lutte dépend du sort de notre Parti et de notre pays, leur avenir et leur physionomie future, ainsi que la révolution mondiale. Le Parti tout entier doit suivre les instructions du camarade Mao Tsé-toung, critiquer totalement toutes les idées réactionnaires bourgeoises des milieux académiques, pédagogiques, journalistiques, littéraires, artistiques et de l'édition, ainsi que s'assurer la direction dans tous les domaines de la culture ».

«DES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES PRESENTS AU MILIEU DE NOUS»

Ce qui est mis ici en évidence, c'est le fait que certains domaines tels que la littérature et l'art échappent ouvertement à la direction de la classe ouvrière. Ce qui implique plus largement la persistance d'une lutte acharnée entre le prolétariat et la bourgeoisie pour détenir le pouvoir dans la société. Les objectifs stratégiques du mouvement de masse sont ainsi précisés par Mao Tsé-toung : se mobiliser pour défendre et consolider la dictature du prolétariat, critiquer les représentants de la bourgeoisie infiltrés dans le Parti, le gouvernement, l'armée et les milieux culturels. Ils constituent un ramassis de révisionnistes contre-révolutionnaires. Si l'occasion s'en présentait, ils arracheraient le pouvoir et transformeraient la dictature du prolétariat en dictature de la bourgeoisie. Certains de ces gens-là ont été découverts par nous. D'autres ne le sont pas encore ; certains autres, encore, par exemple les individus du genre Khrouchtchev, bénéficient maintenant de notre confiance, ils sont formés pour être nos successeurs et se trouvent à présent au milieu de nous. Il faut prêter une attention particulière suffisante à ce point ».

LA BOURGEOISIE CONTRE-ATTAQUE

Devant la force de la mobilisation populaire, la bourgeoisie, menée par Liou Chao-chi tente de briser le mouvement. Alors que la directive du 16 mai appelle à développer la critique des masses et vise à leur expression la plus large, Liou Chao-chi organise des équipes de travail dans les universités, dont le seul but est de briser la critique. Mais la tactique révisionniste consiste alors non pas à réaliser une attaque avouée contre la ligne révolutionnaire de Mao Tsé-toung, mais à s'insérer dans le cours du mouvement de critique pour le faire dévier et le discréditer. En effet, ces équipes se lancent immédiatement dans une critique de tous les professeurs et de tous les membres des échelons inférieurs de l'appareil d'éducation. Cette ligne, qui se «eut radicale» est en fait réactionnaire : il s'agit d'obliger les étudiants à diriger leurs coups contre les professeurs et non contre les cadres du Parti responsables de la ligne bourgeoise en matière d'éducation.

1966 : LES MASSES SE MOBILISENT

Dès le 25 mai, à l'université de Pékin, la première affiche murale est collée par les étudiants, mettant en cause l'orien-

tation bourgeoise de l'enseignement. Mao Tsé-toung déclare qu'elle est «la première affiche marxiste-léniniste» de la Révolution Culturelle. Les premières initiatives de ce genre sont largement encouragées par Mao Tsé-toung et le Comité Central du Parti Communiste qui, selon le principe de la ligne de masse, s'appuient sans cesse sur l'expérience des masses pour définir des mots d'ordre permettant de généraliser les initiatives révolutionnaires les plus avancées.

Des équipes de travail se forment et début juin, les élèves d'une école secondaire proposent qu'à leur sortie de l'école, elles s'intègrent aux ouvriers, paysans et soldats, en vivant et en travaillant avec eux. L'admission à l'université aurait lieu sur recommandation des masses, là où les jeunes travailleraient, en fonction de leurs conceptions politiques ; ainsi, devenus cadres, ils ne se couperaient pas des masses. D'autres initiatives sont prises, et la mobilisation gagne les usines : le pays se couvre d'affiches murales, des débats sont organisés par les masses. « De cette façon, affirme le Comité Central du Parti Communiste Chinois, les larges masses peuvent, dans la lutte, élever leur conscience politique, accroître leur capacité et leurs talents, distinguer ce qui est juste de ce qui ne l'est pas, et distinguer les ennemis qui se dissimulent parmi elles ».

Mais ce n'est pas seulement la cible du mouvement de masse, que la bourgeoisie cherche à détruire : ce sont aussi ses modalités. Les équipes de travail se lancent dans un véritable travail policier de constitution de dossiers sur tous ceux qui s'opposent à elles : la bourgeoisie qui s'exprime dans les instances dirigeantes du Parti Communiste, cherche à recourir à la terreur, pour empêcher la libre expression des masses et défendre ses propres positions de classe réactionnaires. Quand les étudiants s'opposent à ces manœuvres, la bourgeoisie lance contre eux d'autres «équipes de travail», qu'elle réussit à tromper.

LE SOUTIEN AUX ETUDIANTS REVOLUTIONNAIRES

Mao Tsé-toung soutient alors officiellement les étudiants pourchassés par Liou Chao-chi : « Vous avez raison de vous révolter contre les réactionnaires. Tout en vous appuyant, nous vous demandons de vous unir à toutes les personnes avec lesquelles on peut s'unir. Quant à ceux qui ont commis des fautes graves, à eux aussi, une fois que leurs fautes leur auront été signalées, il faudra donner un moyen de corriger leurs erreurs et de devenir des hommes nouveaux. Sans émanciper l'humanité dans sa totalité, le prolétariat ne pourra mener à bien sa propre émancipation finale ».

Il s'agit de déjouer les tentatives de la bourgeoisie qui veut briser l'unité révolutionnaire en rabaisant la critique de masse à des attaques personnelles de cadres inférieurs, et cela, afin d'éviter que ne soit menée la lutte contre les responsables de la bourgeoisie dans le Parti, y compris parmi les plus hauts responsables. Mao Tsé-toung déclare : « Il faut isoler complètement les éléments de droite les plus réactionnaires, gagner les éléments du centre, unir la grande majorité et finalement réaliser, par ce mouvement, l'unité de plus de 95 % des cadres et de plus de 95 % des masses. Il faut concentrer les forces pour frapper la poignée de droitiers bourgeois et révisionnistes contre-révolutionnaires ultra-réactionnaires ».

Et, face à la terreur blanche physique et intellectuelle que Liou Chao-chi faisait régner dans les universités, ce qui doit être la ligne de conduite dans la Révolution Culturelle : « Il n'est pas permis d'user de contrainte pour

soumettre la minorité qui soutient des vues différentes. La minorité doit être protégée, parce que parfois, la vérité est de son côté ».

Suivant ces directives, le peuple chinois va s'engager dans la Révolution Culturelle. Le mouvement, parti des universités, va s'étendre rapidement aux usines et à la campagne.

1967 : LA CLASSE OUVRIERE PREND LE POUVOIR A SHANGHAI

Toutefois, la droite et la bourgeoisie ne désarment pas. Leur stratégie est double : briser la mobilisation populaire de la jeunesse en créant de nombreuses organisations qui toutes se réclament du marxisme-léninisme et de la pensée maotse-toung, mais qui doivent, en fait, s'attaquer aux organisations des étudiants et lycéens décidés à suivre la voie tracée par le camarade Mao Tsé-toung. Dans le même temps, alors que la Révolution Culturelle se développe dans le prolétariat, la bourgeoisie se lance dans des provocations et des incidents contre-révolutionnaires, destinés à briser la mobilisation des masses, en tirant profit du trouble créé par le foisonnement de groupes et d'organisations.

La diversité des organisations correspond, au début du mouvement, au développement des débats mais les forces réactionnaires entendent en profiter pour émietter le mouvement, le paralyser par le fractionnisme, l'occuper dans des contradictions secondaires afin d'empêcher la réalisation de son unité révolutionnaire contre les tenants des positions révisionnistes.

L'année 67 est marquée par ce contre-courant bourgeois, qui semble triompher dans la grande métropole ouvrière : Shanghai.

Le comité municipal du Parti, à Shanghai, gagné aux positions de la bour-

geoisie, cherche à se protéger du mouvement de masse en dirigeant les attaques de gardes rouges de la ville vers quelques cadres inférieurs et secondaires de la municipalité et en tentant de dresser la classe ouvrière contre les gardes rouges : le maire de la ville organise un «corps de défense rouge» recruté parmi les ouvriers à qui l'on fait croire que «défendre le Parti et protéger le président Mao» consiste à s'attaquer physiquement aux groupes révolutionnaires de gardes rouges.



Shanghai va être un grand terrain d'affrontement entre la bourgeoisie et le prolétariat. La bourgeoisie sait que si elle réussit à y écraser le mouvement révolutionnaire, elle aura assuré un succès important à la contre-révolution. Elle pense avoir le pouvoir à Shanghai, puisqu'elle tient la municipalité.

Pour éviter que les contacts ouvriers-gardes rouges ne se développent, la municipalité exclut les ouvriers révolutionnaires des usines, sans salaires, et parfois même les emprisonne. Parmi ces ouvriers pourchassés parce que révolutionnaires, Wang Hungwen (aujourd'hui vice-président du Parti Communiste Chinois), qui déclencha la lutte en juin 1967, en dénonçant «ceux qui ont pris la voie du capitalisme» dans son usine. Il organise la riposte ouvrière.

LES SABOTAGES DE LA PRODUCTION

Pour saboter la mobilisation révolutionnaire des travailleurs de Shanghai, les tenants du retour au capitalisme vont prendre l'initiative de grèves. Ces gens qui estiment que les ouvriers ne peuvent pas gérer les usines, que seuls les cadres, les ingénieurs en sont capables, les ouvriers en sont capables, eux qui veulent que le

droit de regard des ouvriers sur la marche des entreprises soit cantonné à la répartition des bleus de travail ou quelques autres points du même genre, prétendent défendre les intérêts des ouvriers. Ils entendent se servir de questions médiatiques concernant la vie des ouvriers pour, selon la vieille tactique économiste des révisionnistes, détourner les ouvriers de la question décisive du pouvoir politique et laisser intact le pouvoir de la bourgeoisie. Des mots d'ordre de grève

avaient été entraînés et trompés par la bourgeoisie. En un mois, la victoire du prolétariat est assurée, véritable révolution menée par les masses et dans le courant de laquelle le prolétariat s'est emparé du pouvoir et en a forgé de nouveaux instruments, notamment avec les comités révolutionnaires. Le Comité Central du Parti Communiste Chinois célébra ainsi la défaite de la bourgeoisie à Shanghai : « La grande contribution de la classe ouvrière de Shanghai, des masses et des cadres révolutionnaires de cette ville, c'est d'avoir, en se plaçant fermement du côté de la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao Tsé-toung, lancé une puissante riposte contre le nouveau retour offensif de la ligne réactionnaire bourgeoise, dans les conditions de la dictature du prolétariat, l'expérience de la prise du pouvoir des mains d'une poignée d'éléments du Parti qui, détenant des postes de direction, se sont engagés dans la voie capitaliste, et c'est enfin d'avoir mis au point les principes, la politique, les formes d'organisation et les méthodes de lutte qui conviennent... »

En jouant sur la distribution de certains avantages matériels la droite croit pouvoir l'amporter. Mais les ouvriers révolutionnaires, restés à la production, se regroupent, s'unissent aux groupes de gardes rouges et publient une lettre ouverte au peuple de Shanghai dans laquelle ils rappellent la directive de «faire la Révolution et promouvoir la production*» et ils dénoncent les manœuvres d'une poignée d'individus qui détiennent les postes de direction et qui, bien que du Parti, empruntent la

* Cette directive affirmait qu'en faisant la révolution, c'est-à-dire en prenant le pouvoir, la classe ouvrière serait à même de transformer les rapports dans la production et les conditions de travail dans les usines et, qu'en retour, le prolétariat pourrait améliorer les conditions de production, à la ville comme à la campagne.

voie du capitalisme». Les ouvriers révolutionnaires de Shanghai ripostaient ainsi : « D'un côté, nous prenons une part active à la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, et de l'autre, nous demeurons de pied ferme à notre poste de production et d'édification, nous nous efforçons d'accomplir et de dépasser les plans de production et de sortir des produits de qualité ».

Cette fermeté révolutionnaire allait gagner à la cause de la Révolution

démocratie sous la dictature du Proletariat ». Et le Comité Central terminait ainsi : « Vous avez procédé à la grande union des organisations révolutionnaires prolétariennes et en avez fait le noyau autour duquel vous ralliez toutes les forces révolutionnaires. Ainsi vous prenez fermement en mains la destinée de la dictature du prolétariat, celle de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne et celle de l'économie socialiste ».

IMPORTANT SUCCES DE LA REVOLUTION CULTURELLE

Le Comité Central du PCC entendait ainsi tirer les leçons de la révolution à Shanghai : la juste ligne dans la Révolution Culturelle était l'union des larges masses pour destituer les éléments bourgeois qui tenaient certains postes de direction dans le Parti.

Une des leçons était la possibilité d'unir tout ce qui pouvait être uni dans la critique de la politique de Liou Chao-chi, y compris la grande masse des cadres, conformément à cette affirmation de Mao Tsé-toung : « Les cadres du Parti sont bons à 95%, seuls 5% sont engagés dans la voie du révisionnisme bourgeois ».

Cette leçon était importante pour l'avenir immédiat, face à un autre danger qui menaçait le cours de la Révolution Culturelle : le courant «ultra-gauche». Ce courant, apparu au début de 1967, n'allait cesser de se développer tout au long de cette année, en prenant le contre-pied des directives du camarade Mao Tsé-toung. Ce courant de «gauche», en apparence seulement, développe, comme la droite assumée par Liou Chao-chi, le fractionnisme, et affirme que «tout est mauvais, tout doit être détruit». Il appelle à créer un «nouvel ordre prolétarien» après la destruction du Parti, alors que Mao Tsé-toung souligne le rôle dirigeant du Parti et des cadres dans la Révolution Culturelle, et la nécessité de renouvellement, d'apport de «sang neuf» au Parti, non pour affaiblir son rôle mais au contraire pour le renforcer en tant qu'instrument indispensable de la Révolution Proletarienne.

(à suivre)

**1^{er}
ANNIVERSAIRE
CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

Voici déjà près d'un an que le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner de nouveaux repêrages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abon-

nements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Compte tenu des retards passés dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent, le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies...), dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



- Et à un livre ou un disque au choix

- *Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
 - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismaïl Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métais.
- L'Antidühring, d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

- *Parmi les disques :
- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
 - Un disque de François Tusques (Ca branle dans le manche) dansons avec les travailleurs immigrés

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimésis» (5 bis rue de Grassil) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
- Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
- «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
- Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
- «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

- ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

- ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

- Abonnement normal, 300 F
- Abonnement de soutien, 500 F
- Abonnement de soutien, F

- Mode de Versement :
- En une fois
 - En trois fois

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix

Découper suivant le pointillé et renvoyer au
Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

Afrique du Sud

Le témoignage du romancier Peter Abrahams

Peter Abrahams, écrivain noir d'Afrique du Sud, poète de la souffrance et de la colère des opprimés d'Afrique du Sud, décrit dans son roman autobiographique «Je ne suis pas un homme libre», ce que fut son enfance. Ces extraits sont un témoignage accablant sur les rapports sociaux produits par la politique de l'apartheid.

Nous suivîmes un sentier le long de la barrière qui entourait les bâtiments blancs étalés. Les cochons grognaient de tous les côtés, et comme nous dépassions une porte ouverte, un chien énorme bondit en aboyant. Il nous montra ses crocs : de terreur, nous oubliâmes la barrière qui nous protégeait, pour filer loin, et je m'aperçus avec surprise que j'avais bien dépassé Andries ! Regardant en arrière, nous vîmes une jeune femme blanche qui rappelait le chien.

«Sale chien Boër ! dit Andries.

— Qu'est ce qu'il lui a pris ? demandai-je.

— Ils les dressent à nous courir après. Ils ne m'ont jamais attrapé, mais mon paternel a un trou dans la fesse à cause d'un chien Boër». (...)

Hâtivement nous rejoignîmes une queue déjà longue sous un hangar : il n'y avait là que les gens qui n'habitaient pas notre enclave, sauf quelques enfants.

La queue avançait lentement ; le jeune blanc qui nous servait prenait son

temps avec de longues pauses pour fumer, et il nous tournait le dos par moment.

Mon tour vint enfin, après ce qui me parut des heures. Andries était derrière moi. Extrait ma pièce de monnaie du chiffon, je la tendis à l'homme.

«Et alors... ? dit-il.

— Vingt francs de *crackling* s'il vous plaît».

Andries toucha mon épaule en me chuchotant à l'oreille, tandis que l'homme me fixait d'un regard dur.

«Et alors... ? répéta-t-il rudement.

— S'il vous plaît, *baas*.

— Qu'est ce que tu veux ?

— Vingt francs de *crackling*, s'il vous plaît.

— Quoi ?

Andries me bourrait les côtes.

«Vingt francs de *crackling*, s'il vous plaît, *baas*.

— Quoi ?

— Vingt francs de *crackling*, s'il vous plaît, *baas*.

— T'es nouveau ici ?

— Oui, *baas*, et je fixai ses pieds tandis qu'il me dévisageait.

A la fin, il prit ma pièce de vingt francs et remplit de *crackling* mon sac que je lui tendais grand ouvert.

Il faisait vraiment doux lorsque nous cheminions sur la route sablonneuse vers la maison. Tout en marchant, je mastiquais mon pain et un petit bout de *crackling* plein de graisse et encore chaud. Comme nous n'avions pas encore fait la paix, Andries mangeait son pain et son *crackling* de l'autre côté de la route.

«Gros idiot ! se moqua-t-il,

car il avait vu que je ne savais pas parler au blanc.

— Tu n'es qu'un peureux», lui criai-je en retour.

Et, tout en nous injurant, nous atteignîmes la fourche. Andries me rejoignit :

«Voilà des garçons blancs ! dit-il avec inquiétude.(...)

Il y avait un tournant plus loin et derrière ce tournant, poussaient des buissons. Une fois là, nous aurions la possibilité de courir sans qu'ils s'en aperçoivent en temps utile.

«Plus vite», dit Andries.

Ils se mirent à nous arroser de pierres.

«Cavale une fois que tu seras arrivé aux buissons», dit Andries.

Le tournant et les buissons étaient tout près, mais une jeune voix nous invectiva :

«Vos parents ne sont que de sales bâtards noirs, de vrais babouins !

— Cours», haleta Andries.

Une fureur violente s'empara de tout mon être et, sans réfléchir, je leur fis face, en hurlant :

«Menteur !»

Le garçon qui était à l'avant me désigna du doigt :

«Quel vilain singe noir !»

Fou de rage, je bondis vers lui :

«Menteur ! Mon père est mieux que le tien».

J'étais devant eux : le plus grand des garçons se planta entre moi et celui après lequel j'en avais.

«Mon père est mieux que le tien ! Menteur !» répétais-je.

Le grand garçon n'envoya un puissant coup de poing sur la mâchoire. Je chancelai puis me redressai pour me

précipiter sur celui qui avait insulté mon père. Je m'accrochai au garçon qui se trouvait en face de moi et nous roulâmes ensemble sur le sol.

«Menteur !» répétais-je, les dents serrées en lui tapant dessus de toutes mes forces.(...)

L'atmosphère était tendue chez nous ce soir-là, quand je suis rentré. Tante Liza écouta mon histoire en silence. Je m'attendais à être grondé et battu. Rien ne se passa, mais, en écoutant, tante Liza devint de plus en plus songeuse et renfermée. Quand oncle Sam rentra le soir, elle lui raconta tout... Lui aussi, me regarda sans rien dire et devint plus sombre et distant encore que d'habitude. Ils avaient l'air d'attendre quelque chose, leur anxiété me gagna, et j'attendis avec eux, plein d'appréhension...

Ce que nous redoutions arriva pendant le souper : une carriole s'arrêta dehors.

«Ça y est», dit oncle Sam en se levant.

Tante Liza s'appuya au mur, l'air absent, et posa ses mains sur ses genoux, les doigts noués.

Avant même que l'oncle Sam pût l'atteindre, la porte battit grande ouverte. Un blanc, grand et large, entra, suivit des 3 garçons. Celui que j'avais attaqué, avait les lèvres enflées et une œil au beurre noir.

— Bonsoir, *baas*, murmura oncle Sam.

— C'est bien lui ! dit le grand garçon en me désignant.

Le blanc me dévisagea tandis que je baissais les yeux.

«Eh bien... ?

— Il regrette, *baas*, répondit oncle Sam rapidement et je lui ai appliqué une râclée qu'il n'oubliera pas de si tôt. Vous savez pourquoi, *baas* : il est nouveau ici, c'est le fils de parents à Johannesburg et ils ne savent pas toujours comment se conduire là-bas. Vous savez ce qui se passe dans les grandes villes, *baas* ? L'intonation suppliante s'accroissait dans la voix d'oncle Sam. Il se retourna vers moi : «Dis au *baas* et au jeunes *baasies* que tu t'excuses beaucoup, Lee».

Je jetai un coup d'œil vers tante Liza, et quelque chose dans son abattement me rendit plus buté en dépit de ma terreur.

Je répliquai :

«Il a insulté mon père !»

Le blanc sourit :

«Dis donc, Sam, ta râclée n'a pas dû suffire !»

Un éclair passa dans les yeux de tante Liza et, pendant une seconde, elle me regarda avec chaleur, avec amour même... puis ses yeux s'éteignirent.

«C'est seulement un enfant, *baas*, murmura oncle Sam.

— Toi aussi, tu as la tête dure, Sam ?

— Non, *baas*.

— Bon... donc apprendis lui à vivre, Sam. Si vous et lui, vous voulez habiter ici, il faut bien lui apprendre à vivre... Et alors... ?

— Oui, *baas*».

Oncle Sam passa dans l'autre pièce et revint avec une épaisse courroie de cuir.

JEUDI 16 SEPTEMBRE

TF1			des lettres
13 h 00 - JOURNAL		19 h 20 -	Actualités régionales
18 h 35 - Pour les jeunes		20 h 00 -	JOURNAL
19 h 00 - Chasser en France		20 h 30 -	Télé-film. Q.B. VII
19 h 20 - Actualités Régionales		21 h 50 -	Série close up Sylvia Kristel
20 h 00 - JOURNAL		22 h 15 -	Juke Box
20 h 30 - Faits divers. <i>Série hebdomadaire</i>		23 h 15 -	JOURNAL et fin
21 h 20 - Magazine d'actualités		FR3	
22 h 20 - Allons au cinéma		18 h 45 -	Pour les jeunes
22 h 50 - JCURNAL et fin		19 h 20 -	Actualités régionales
A2		19 h 55 -	Journal
14 h 00 - Flash. et Aujourd'hui madame.		20 h 00 -	Jeux de 20 heures
15 h 00 - Mission impossible. <i>Série</i>		20 h 30 -	Les grands noms de l'histoire du cinéma. Henry King La colline de l'adieu. 1955
18 h 35 - Le palmares des enfants		22 h 10 -	JOURNAL et fin
18 h 55 - Des chiffres et			

feuilleton

LA VERITABLE HISTOIRE DE AH Q

UNE NOUVELLE DE LOU SIN

Il reconnaissait les rues et s'étonnait : Pourquoi ne se rendait-on pas au terrain d'exécution ? Il ne savait pas qu'on le promenait pour servir d'exemple public. L'aurait-il su que cela n'aurait d'ailleurs pas changé grand-chose à ses sentiments ; il se serait dit que, dans la vie, il est assez naturel qu'on soit parfois promené dans les rues pour servir d'exemple public.

Soudain, il comprit qu'on faisait un détour avant de gagner le terrain d'exécution. Sûrement cela voulait dire qu'on allait lui couper la tête : «Vlan !» Dans son désarroi, il regardait à droite et à gauche, et dans le foule fourmillante qui le suivait il aperçut par hasard Wou Ma, debout au bord de la route. Voilà donc pourquoi il y avait si longtemps qu'il ne l'avait vue : elle s'était placée à la ville ! Ah Q eut subitement honte de son manque d'énergie : il n'avait même pas chanté un couplet d'opéra ! Ses pensées se mirent à tourbillonner dans son cerveau. *La jeune veuve sur le tombeau de son mari* manquait de grandeur. Le couplet *je regrette, je n'aurais pas dû...* de la *Bataille du Dragon et du Tigre* était trop quelconque. Décidément, il chanterait : *Ma main brandit une masse d'acier pour t'écraser*. Il voulut lever les bras en l'air pour entonner son couplet, mais il se souvint qu'il avait les mains attachées et renonça à *Ma main brandit*...

«Dans vingt ans, je serai un autre...» (1) Au milieu du tumulte de ses pensées, Ah Q retrouvait

(1) «Dans vingt ans, je serai un autre jeune gaillard», phrase que les criminels prononçaient souvent avant leur exécution, pour montrer leur mépris de la mort.

cette demi-phrase qu'il avait apprise tout seul et qu'il n'avait jamais prononcée.

— Bravo ! cria la foule, et son hurlement était semblable à celui du loup et du chacal.

La charrette continuait d'avancer. Ah Q, au milieu des acclamations, roulait des yeux du côté de Wou Ma, mais il semblait qu'elle ne l'avait pas même aperçu ; elle était hypnotisée par les fusils des soldats.

Alors, Ah Q reporta ses regards sur la foule qui l'acclamait.

En un instant, mille pensées se mirent à tourbillonner dans sa tête. Quatre ans auparavant, il avait rencontré un loup affamé au pied de la montagne. Ce loup qui voulait le dévorer l'avait suivi, mais sans jamais se rapprocher, laissant toujours la même distance entre eux. Il avait failli en mourir de frayeur. Par bonheur, il tenait à la main un coupeur à bois et cela lui avait donné assez de courage pour arriver jusqu'à Weit-chouang. Il n'avait jamais oublié ces yeux de loup, féroces et lâches, qui brillaient comme des feux follets ; on eût dit qu'ils transperçaient sa chair à distance. Cette fois-ci, il voyait des yeux encore plus terribles, des yeux comme il n'en avait jamais vu auparavant : des yeux atones et aigus à la fois qui avaient dévoré ses paroles et qui maintenant voulaient dévorer quelque chose au-delà de sa chair. Ces yeux-là le suivaient sans arrêt, toujours à égale distance.

Tous ces yeux semblaient s'être unis, ils étaient en train de dévorer son âme.

«Au secours !»

Ah Q n'eut pas le temps de crier ces mots ; tout devint noir devant ses yeux, il entendit une détonation, et eut l'impression que son corps s'éparpillait comme de la poussière.

Cette affaire eut des répercussions. Le plus touché fut le Licencié ; tous ses membres de sa famille se lamentèrent à grands cris parce que les objets volés ne seraient jamais récupérés. La deuxième famille en pleurs fut celle de M. Tchao : se rendant à la ville pour porter plainte, le Bachelier avait eu sa natte coupée par de mauvais révolutionnaires et, de plus, il avait dû donner un pot-de-vin de vingt mille en espèces pour atteindre le magistrat. A partir de ce jour-là, les Tchao se donnèrent des airs de survivants d'une dynastie déchuë.

Quant à l'opinion publique, elle fut unanime à reconnaître Ah Q coupable, car, disaient les habitants de Weit-chouang, puisqu'il a été fusillé, c'est la preuve qu'il était un mauvais élément ; (s'il n'avait pas été mauvais) pourquoi l'aurait-on fusillé ?

A la ville, l'opinion décréta que passer quelqu'un par les armes était bien moins spectaculaire qu'une décapitation. La plupart des citoyens étaient mécontents. Et quel condamné ridicule ! On l'avait promené si longtemps dans les rues, et il n'avait pas chanté le moindre couplet d'opéra. C'était la peine de s'être dérangé pour le suivre !

Vendanges 76 dans le midi viticole

PETITS VITICULTEURS ET OUVRIERS AGRICOLES FACE A LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

En cette période de vendanges dans le midi viticole, des mesures prises par des notables de la viticulture visent à réduire le pouvoir d'achat des ouvriers agricoles embauchés temporairement par les viticulteurs. La bourgeoisie voudrait dévier la colère des viticulteurs contre les ouvriers, faire croire à une communauté d'intérêts entre petits et gros viticulteurs face aux ouvriers agricoles qui, dans le midi, sont souvent des ouvriers immigrés, venant notamment d'Espagne et dont les conditions d'existence sont difficiles.

Plus largement, la bourgeoisie veut saper les possibilités d'unité entre les paysans et la classe ouvrière. Mais beaucoup de viticulteurs ne sont pas dupes de ces manœuvres.

Et l'idée est fortement répandue, parmi eux, de reprendre, après les vendanges, une lutte très dure contre les véritables responsables de leurs difficultés : les gros négociants et tous les artisans de la politique gouvernementale.

Traditionnellement pendant la période des vendanges, la législation du travail subissait une petite entorse : Pour rentrer la récolte au plus vite, il n'y avait aucun repos hebdomadaire, mais en contrepartie, les huit heures journalières étaient supérieures au SMIC. Au lieu de majorer le samedi de 25 % et le dimanche de 50 %, c'est chaque heure qui comprenait une partie de cette majoration. Ainsi l'an dernier, l'heure de vendange fut majorée de 25 % par rapport à l'année précédente, sauf dans l'Aude où les 25 % et les 50 % étaient déjà appliqués, pour le samedi et le dimanche.

« Cette année, il y avait donc deux solutions possibles, explique un dirigeant viticole de l'Hérault, soit une augmentation d'environ 20 à 25 % comme l'année précédente, soit une augmentation minimum du taux horaire sur la base de 40 h, avec une majoration de 25 % pour le samedi et de 50 % pour le dimanche. C'est la deuxième solution qui a été adoptée. Je me suis donc renseigné avec d'autres sur les raisons de ce choix et nous avons appris ceci : dans la commission paritaire, les intérêts des viticulteurs sont défendus par deux très gros propriétaires. Pour couper court à toute tentative des syndicats ouvriers d'obtenir une majoration uniforme de l'heure de 20 % ou plus, ces deux gros viticulteurs ont calculé qu'il valait mieux négocier une augmentation minimum de 10 % sur le taux horaire de l'an dernier avec application de la législation (majorations prévues pour le samedi et le dimanche). On peut considérer que les 10 % et le paiement des heures de samedi et dimanche correspondent en fait à une augmentation d'environ 21 % par rapport à l'an dernier, et que ça revient à peu près au même. Mais en réalité, pas du tout.

Remettre en cause l'unité du 29 avril

« La main d'œuvre augmentant de plus de 40 % en deux ans et le prix du

vin de seulement 10 % globalement, chacun savait que tous les viticulteurs essaieraient de diminuer au maximum la charge financière que représentent les vendanges. Déjà certains avaient diminué leur « colle » (équipe). Avec la mise en application des 25 et des 50 %, tous les viticulteurs pris à la gorge par les difficultés financières sont tentés de



L'arrivée des travailleurs saisonniers espagnols à Figueras.

ne pas payer les 50 % et, dans ce but, de s'arrêter un jour dans la semaine. Cela va inévitablement entraîner des tensions entre les viticulteurs et leurs saisonniers qui viennent ici. Mais en plus de cette division entre les viticulteurs les plus touchés par la mévente du vin et les vendangeurs saisonniers, ce qui est visé c'est le renforcement de l'unité qui s'était manifestée le 29 avril entre les viticulteurs et les ouvriers. Les adversaires de cette unité doivent se réjouir en entendant sur les places des villages ou dans les cafés, les phrases du genre « c'était bien la peine de faire le 29 avril avec les syndicats ». Car certains petits viticulteurs tombent dans le panneau, en accusant les syndicats ouvriers de réclamer une augmentation pour les ouvriers agricoles. Ils en oublient de dénoncer les véritables buts visés par nos soi-disant représentants. Ceux-ci n'hésitent pas à présenter le salaire des vendangeurs comme une source des difficultés des viticulteurs, alors que nous sommes dans cette situation à cause de la politique du gouvernement.

Une législation pour sous payer les ouvriers agricoles

Cette application de la législation ne part pas de la volonté d'avantager les ouvriers agricoles permanents. En effet :

- La mensualisation leur est toujours refusée, ce qui entraîne des pertes de salaires les jours de pluies et l'obligation de travailler pendant certains jours fériés pour les salariés d'usines ;

- Le salaire de base horaire étant de 8,80 F pour les coupeurs alors qu'il est de 9,18 F pour un ouvrier agricole ordinaire, si ce dernier est coupeur pendant les vendanges, il aura une baisse de salaire car

« c'est considéré comme un travail de femme ! ».

- La grande majorité d'entre eux sont aussi propriétaires d'une parcelle de vigne, leur apportant un supplément vital de revenu. Chaque année, ils prennent une ou plusieurs journées pour la vendanger avec leur famille. Cette année, les journées prises entraîneront inévitablement la perte correspondant aux journées payées à 50 %.

UN EXEMPLE PARLANT

Cette année, trois catégories de vendangeurs ont été trouvées :

- Les coupeurs (ses) à 8,80 F/H normale
- Les videurs de seaux à 9,90 F/H normale
- Les porteurs à 11 F/H normale ;

Jusqu'à l'an dernier, la catégorie intermédiaire n'existait pas. Signalons que le « vidage » des seaux n'a rien à envier au travail des porteurs, mais la paye sera inférieure.

Pour une équipe formée de 6 coupeurs, 2 videurs et 2 porteurs, un calcul simple vous montrera que, sans tenir compte des charges sociales, le viticulteur qui emploie cette équipe fera une économie de 24 % s'il s'arrête un seul jour par semaine.

Beaucoup de viticulteurs risquent de faire ce choix.

DANS LA RÉGION DE St-CHINIAN (Hérault)

Si vous avez l'occasion d'aller de Béziers à St Pons, arrêtez-vous à une coopérative de la région de St Chinian pour trouver la réponse à la question que vous vous poserez inévitablement en traversant les collines : « Les viticulteurs d'ici arrivent-ils à joindre les deux bouts et quel est leur avenir ? » La réponse variera peu.

— Comment se présente la situation avant les vendanges cette année ? Si l'on considère la qualité du vin et son écoulement, tout va très bien puisque chaque année nous vendons notre récolte et les cuves sont prêtes à recevoir la prochaine récolte. Mais à quel prix devons-nous écouler notre produit ? Pour qu'il ne nous reste pas sur les bras, nous devons écouler notre vin de 12° à 1,50 F le litre, soit 150 F l'hecto. Ces cinq dernières années, la production moyenne est de 50 hecto/hectare. Et nous ne faisons pas que du 12°, la moyenne est de 11°. Alors vous voyez la différence avec ceux de la plaine qui, avec des rendements de 150 hecto/hectare et même plus, peuvent produire du 10°. Leur revenu sera le double du nôtre. »

— Le Quotidien du Peuple : Mais l'Office du Vin ne doit-il pas privilégier la qualité ?

— Les critères de l'Office du Vin vont tous à l'encontre de la qualité. Prenons un exemple :

- La formation de prix plancher pour le vin de pays provoque un boycott des achats de la part des négociants. En effet, dans



une cave de la région de Bédarieux, cinq mille hectos de « vin de pays » ont dû être relogés ailleurs. Ce vin de 11° est majoré grâce au label « vin de pays ». Les coopératives le vendent donc à 1,32 F le litre. A ce prix, qui permet aux viticulteurs de vivre, les négociants préfèrent acheter des 9,5° et les couper avec des 13 ou 14° italiens achetés à ce même prix et même moins. Le but des négociants est d'obliger les viticulteurs à abandonner leur label « vin de pays », et donc d'accepter une amputation de leurs revenus.

— QdP : Comment voyez-vous l'avenir de la viticulture dans la région de St Chinian ?

— Vu la faible rentabilité, vu le peu de jeunes (environ 80 % ont plus de 55 ans), vu l'entrée proche de l'Espagne dans le Marché Commun, l'avenir est très noir pour les vins de côtes et de qualité en général. Et, de plus en plus, des étrangers, principalement des Hollandais, achètent des morceaux de terrains par ici, mais pas de la vigne, des garrigues...!

— QdP : Est-il vrai que le vin de St Chinian est vendu comme vin de Bordeaux ?

— Je vous donne un seul exemple : cet hiver, un négociant est venu prendre livraison de plusieurs

centaines d'hectos. Avant de repartir, le camionneur me dit : « Avec ce temps, je ne suis pas encore à Bruxelles ». Lui faisant remarquer qu'il arriverait dans la journée du lendemain, il m'a précisé : « Non, mais avant, je dois passer par Bordeaux ». Il m'a alors expliqué qu'arrivé à Bordeaux, le négociant lui changeait l'acquit de St Chinian par un acquit de vin « en provenance de Bordeaux ». Le vin change de nom sans quitter le camion-citerne. Les coupages aussi sont scandaleux. Sous le prétexte de la « continuité du goût » pour le consommateur, un négociant a acheté une fois mille hectolitres à la coopérative, avec le label de St Chinian, il l'a coupé avec deux mille hectos de vin de la plaine qu'il a acheté moins cher. Des trois mille hectos ainsi obtenus, il en a mis mille hectos sur le marché avec le label de St Chinian. Non seulement ce vin n'a plus rien à voir avec celui que nous lui avons vendu, mais en plus à cause de ce trafic il avait 1 % de « volatile » et aurait donc dû être envoyé à la vinaigrerie parce qu'impropre à la consommation. Un huissier a fait un constat mais il n'y a jamais eu de poursuite. Il ne faut pas cacher que ce trafic des gros négociants a, en plus de la recherche du profit maximum, pour but d'éliminer le petit négociant qui fait encore de très bons vins.